

# NOIR ET ROUGE

CAHIERS D'ÉTUDES ANARCHISTES RÉVOLUTIONNAIRES

GAAR

# N&R

CAHIERS D'ETUDES EDITES PAR LES GROUPES  
ANARCHISTES D'ACTION REVOLUTIONNAIRE

NUMERO 14

HIVER 1959

- EDITORIAL..... p. pI. à VI
- SUR LA DIALECTIQUE DE L'INDIVIDU..... p. 1
- VIOLENCE, REVOLUTION, ORGANISATION... p. 20
- CAMARADE BENJAMIN PERET..... p. 29
  
- POUR OUVRIR LE DOSSIER DE LA  
REVOLUTION ESPAGNOLE..... p. 33
  - LA TRADITION REVOLUTION-  
NAIRE IBERIQUE..... p. 36
  - ESSAI BIBLIOGRAPHIQUE  
CRITIQUE..... p. 39
  - LE TEMOIGNAGE DE  
G. ORWELL..... p. 46
  
- LE MYTHE DES CONSEILS OUVRIERS  
CHEZ TITO..... p. 53
  
- o o o
  
- DANS NOTRE COURRIER..... p. 61

POUR LA CORRESPONDANCE :

LAGANT. E.P.113-PARIS(18°)

POUR TOUS ENVOIS D'ARGENT:

LAGANT.16-682-17 PARIS(18°)

---

Nous remercions tous les lecteurs qui nous adressent leurs encouragements, leurs critiques, leurs suggestions (et leurs mandats !). Ce contact nous permet de découvrir de nouveaux amis de l'anarchisme-communiste et aussi de resserrer nos liens avec de nombreux sympathisants ou militants du mouvement libertaire.

IL EST REPOU DU A CHACUN DANS LES PLUS BREFS DELAIS en langues française et esperanto et, avec un léger décalage, pour les langues espagnole, anglaise, italienne, allemande, russe, bulgare, yougoslave. Prière de joindre timbres ou coupons-réponse internationaux.

---

EDITO

LA GRANDEUR A TOUT PRIX

On dira ce qu'on voudra la grandeur est en bonne voie. Ce pays, jadis réputé grand, aimé et estimé du monde entier pour sa "culture", son "humanisme", sa prise quotidienne de Bastilles était vraiment tombé bien bas.

Libéré par les Alliés, nourri (à la petite cuillère) par le plan Marshall, vaincu par quelques bandes d'Asiates dans la cuvette de Dien-Bien-Phu, humilié par la spectaculaire ascension économique de l'Allemagne, ce pays n'était plus au fond qu'une puissance d'avant-dernier ordre, une sorte de colonie américaine. Un pays sans bombe atomique.

Mais, De Gaulle était là... Grand chef d'une petite puissance il lui fallait se faire remarquer. Mais comment attirer l'attention des Grands lorsqu'on est pas capable de venir à bout, même avec les moyens les plus barbares, de "quelques bandes d'Arabes", lorsque, sur le marché mondial, on est pas fichu d'avoir des prix compétitifs, lorsqu'on a pas de bombe A...?

Faute de pouvoir jouer les molosses, De Gaulle choisit la tactique du roquet, du petit qui fait ch... les grands, qui mordille les chevilles et s'attache aux basques.

Alors, comme une starlett pique sa crise de nerfs au milieu des grandes vedettes pour se faire remarquer du producteur, De Gaulle fit du tapage : Et de soustraire la flotte française de la Méditerranée à l'emprise de l'OTAN, Et de retarder la Conférence au sommet, Et de montrer à la "perfide Albion" qu'on est pas moins perfide qu'elle... Et de faire entendre à Mr. K. qu'au fond, on pour-

rait s'arranger puisque dans 50 ans il nous faudra tous ensemble, nous les Blancs, nous défendre contre le péril des Jaunes de Pékin. Et d'inviter le MR. K. à venir montrer patte blanche blanche en France...

Pour bien montrer qu'on est grand, on se paye le luxe d'essayer de faire exploser une petite bombe de rien du tout, du type foire à la féraillie d'hiroschima 1945. Laquelle volatilisera tout de même plus de 200.000 habitants de l'infortunée ville japonaise, sans compter les morts "à retardement" dont la liste, depuis cette époque, jour après jour s'allonge... Mais de ces babioles la "France" n'a cure. D'ailleurs, il n'y a qu'à écouter le Grand Charles lui-même, Debré, Nocher, grace à "notre" bombe, on pourra faire la paix. En attendant, on fait donc la bombe. Ce qui "nous" vaut d'être condamné par les 2/3 des Nations unies (la voilà bien l'anti-France !). Alors on déclare passer outre...

Qu'on le veuille ou non, la tactique De Gaulle réussit, on tient désormais compte de la France, cette emmerdeuse...

D'ailleurs, tout le monde y trouve son compte:

Les U.S.A.: Le mot autodétermination valant pour les "Américains" son pesant de pétrole, les incite à fermer les yeux sur les fredaines gaulistes.

L'U.R.S.S.: La France étant tout de même le plus court chemin entre les Etats-Unis et l'Allemagne fédérale et une chaîne n'ayant que la résistance de son plus faible maillon... Mr. K. n'a qu'à se féliciter de voir la France ruer dans les brancards de l'OTAN.

Que ce soit sur le plan international ou sur le plan national, le style De Gaulle varie peu.

Au monde divisé, à la France divisée, il s'offre en arbitre flattant ou goumandant à tour de rôle, les uns et les autres, brouillant les cartes de chacun pour mieux glisser la sienne.

Comme tout bluff, c'est un jeu dange-

reux. Il peut réussir pendant quelques temps, mais s'écrouler au moindre incident, une peau de banane déposée négligemment par un membre de Jeune Nation dans l'escalier de l'Élysée, ou une pincée de poudre de perlimpinpin dans le potage Biaggi du général et tout serait consommé.

### UN CAID

Mais rassurons-nous : pour l'instant, il est là, et un peu là, il parle d'or (et accessoirement de pétrole saharien).

Le peuple, dans sa généralité, est rassuré "De Gaulle va faire la paix en Algérie", et commence à le regarder comme un bon papa faisant le don de sa personne, ce qui quoi qu'on en dise, est toujours bien vu en France.

Rendons à César ce qui lui revient : sa paix, elle prend des allures de césarienne.

Et surtout, les Français, incorrigibles cocardiens, se réjouissent de la "grandeur" retrouvée. Car enfin, Staline eût ri au nez d'un Vincent Auriol si celui-ci s'était avisé de l'inviter, et l'Amérique eût coupé illico les crédits Marshall dès la moindre rumeur d'une bombe française, sous le règne d'un des quelconques présidents "le" précédant...

Les fins lettrés dodelinent de la tête sur les "Mémoires de Guerre" non par sommeil, mais parcequ'ils reconnaissent que ce De Gaulle, pour un général, a de la syntaxe, est pétri de latinités et est même doué d'un certain sens de l'Histoire.

Quand à la "gauche", la voilà bien rassurée: Plus besoin de faire semblant de lutter pour la paix en Algérie puisque l'autodétermination est proposée par De Gaulle...

Et puisque Thorez vous le dit, en faisant crisser les pneus du Parti dans un virage digne de la Série Noire, "il faut savoir terminer une guerre" et De Gaulle saura bien, lui qui y est "contraint par l'action des masses guidées

par le P.O....

### DU GENERAL AU PARTICULIER

Oui, pas d'erreur, le "style" De Gaulle, c'est quelque chose de nouveau et il nous faut essayer d'y voir clair, de ne pas tomber dans le panneau.

Car à ce "style", qui, par certains côtés, s'apparente du point de vue technique à la "diplomatie" d'un Nasser ou d'un Krouchtchev, la gauche benoîte qui n'y voyait encore, il y a peu, que de l'"empirisme" risque bien de se laisser prendre.

Parceque De Gaulle n'installe pas le fascisme qu'on croyait, parcequ'il veut "autodéterminer" les algériens, parceque Mr. K. vient voir si la soupe est bonne, une certaine gauche a tendance à croire que c'est arrivé et que le problème n°1 qui se pose au parti ou au syndicat est la reprise des cartes 1960....

Une seule lecture : la feuille de paye! tel pourrait être le mot d'ordre.

### LA TRAHISON DES LECLERC

Sur le plan économique le gaullisme a mis en sommeil ses beaux projets d'association Capital-Travail.

Il mise actuellement sur la baisse des prix et pour cela n'a pas hésité à favoriser l'"expérience Leclerc" quitte à se mettre à dos les "petits commerçants". Bien que les ouvriers omettent rarement, lorsqu'ils sont en vacances à Palavas-les-Flots, d'envoyer une carte à leur crémière, ils ont au fond du coeur une sourde haine des commerçants, haine positive en ce sens que le commerçant vivant de l'exploitation des travailleurs au stade de la distribution, rejoint le patron qui exploite à celui de la production. Les commerçants sont partie du régime d'exploitation que les travailleurs devront tôt ou tard abattre.

En ce domaine l'"expérience Leclerc"con-

naît quelque popularité puisque ses magasins font une baisse réelle de 20% et qu'ils rencontrent l'hostilité du commerce traditionnel.

L'"expérience" Leclerc une fois débarrassée de son tam-tam démagogique, qu'en reste-t-il?  
1°) Un super-patron (chaîne de succursales) qui raccourcit le circuit traditionnel de distribution en se passant des intermédiaires ce qui lui permet d'abandonner 20% de son chiffre d'affaire et d'accroître ses bénéfices et, par le côté inhabituel de l'opération, de se passer d'un budget de publicité celle-ci étant assurée par la presse <sup>et</sup> radio gouvernementales.

2°) Une entreprise qui surmonte par la concentration le destin du petit commerce qui est voué économiquement à un processus de disparition.

Quoi de "révolutionnaire" en tout cela ? Ah ! oui le raccourcissement du circuit ! Mais les Prisunic et Monoprix avaient déjà pratiqué cette méthode, seule adaptée au capitalisme actuel. Alors ? Pour qu'il y ait révolution dans l'épicerie il faudrait qu'il y ait, non seulement raccourcissement du circuit, mais liaison directe production-consommation et suppression du PROFIT. Hors cela, il n'y a qu'aménagement au sein du capitalisme et au fond nous n'en avons rien à foutre - "Aménageons" plutôt notre propre classe pour abrégier notre exploitation.

### LE CAPITALISME EVOLUE, L'EXPLOITATION DEMEURE

Quant à De Gaulle, il reste "l'homme des monopoles". Il est donc l'homme du capitalisme moderne. Quoi de plus normal qu'il soit avec les trusts pétroliers pour l'exploitation du pétrole du Sahara, contre le capitalisme local d'Algérie, à forme coloniale vétuste.

Quoi de plus normal qu'il joue le super Market et le "Leclerc" contre l'épicier du coin.

Car l'Ultra vinassier d'Algérie, tout comme l'épicier ou l'artisan sont des vestiges d'un capitalisme dépassé, absorbé par l'évolution économique.



Ce qui nous intéresse en tout cela ce sont les modifications qui résultent de cette évolution sur les conditions de notre exploitation.

En schématisant et d'un coup d'oeil rapide on voit que ces concentrations auront pour effet d'absorber les entreprises fortes et de rejeter vers le prolétariat la majeure partie du petit commerce après sa faillite. Après que la lutte des classes eut souffert de l'écran constitué par les classes moyennes il semble que la redistribution des classes doive s'opérer vers un retour à deux classes plus délimitées : prolétariat et monopoles.

Le Marché Commun, après quelques années confirmera cette tendance. Déjà les plus grandes sociétés des 6 pays opèrent des jumelages internationaux, jumelages qui pourraient être bientôt suivis de fusions. A ces concentrations supra-nationales il faudra bien que les travailleurs répondent par une coordination de leur lutte et un accroissement de celle-ci. Il faudra bien renouer avec un internationalisme actif.

Le problème pour les travailleurs ne sera pas résolu par une auto-défense chauvine. Il ne pourra l'être que par une solidarité constante dans la lutte des ouvriers des 6 pays.

Les ouvriers auront alors à surmonter leurs particularismes, à se débarrasser de leurs influences (démocratie chrétienne et P.C. en Italie, Sociale-démocratie en Allemagne, P.C. en France, Démocratie chrétienne et sociale démocratie en Belgique) à créer leurs organismes de lutte de classe, faute de quoi la surexploitation pour les uns, le chômage permanent pour les autres seraient leur lot.

# SUR LA DIALECTIQUE DE L'INDIVIDU

## AVANT PROPOS.

Si la dialectique des objets, des phénomènes, est déjà très difficilement saisissable (que ceux qui en douteraient fassent donc le bilan de toutes les erreurs commises dans ce domaine !), la dialectique de l'Homme n'a pas encore été comprise complètement. Même en s'appuyant sur la seule forme existante de la pensée réaliste et concrète : le matérialisme.

Dans la société moderne, plus que jamais, on s'oriente vers un développement des techniques les plus révolutionnaires, une recherche toujours plus poussée du confort matériel maximum, la conquête de l'espace cosmique et autres manifestations d'une tendance chez l'homme à dominer la nature et l'univers. Parallèlement cette tentative de domination sur la nature et l'espace risque de n'être que la domination d'une minorité d'individus, ce nouveau pouvoir absolu sur les objets et les phénomènes viendrait compléter celui qu'exerce déjà cette même minorité sur la majorité de l'espèce humaine.

Nous ne nions pas la nécessité du bonheur matériel

du genre humain. Nous n'ignorons pas non plus la valeur de l'oeuvre accomplie par les travailleurs scientifiques dans cette perspective. Pourtant nous ne pourrions parler de socialisme que si ce bonheur matériel s'accompagne de la liberté de l'esprit humain, et que si ces deux aspects, entre autres, du socialisme se conjuguent avec une équitable répartition des tâches et des jouissances matérielles et intellectuelles.

Il ne semble pas que l'évolution actuelle s'oriente dans ce sens. Les travailleurs scientifiques qui tournent autour de ce problème à travers leur activité professionnelle restent très souvent coupés de la réalité sociale. Or, comment saisir le comportement de l'individu si l'on ignore le contexte social dans lequel il évolue. Ou si l'on ne "connait" ce contexte qu'à travers le prisme déformant du parti, des statistiques ou des sondages d'opinion, qui, même sincères, n'ont qu'une valeur relative et indicative. Ils n'ont pas de valeur absolue, ne serait-ce que parce qu'ils ne parlent que chiffres et pourcentages, sans pour autant traduire des sentiments précis ou confus. Ce n'est pas par hasard que les marxistes ou crypto-marxistes pullulent parmi les intellectuels qui s'attaquent à ce problème de l'Homme, mais ils ne le font qu'à travers les "enseignements" du parti, les statistiques, les sondages d'opinion, plus pour justifier le système et la doctrine préconisés par le parti que dans un but de pure recherche scientifique et humaniste. Que l'on ne s'y méprenne pas, les marxistes et assimilés ne sont pas seuls en cause, nous y reviendrons. D'autres, notamment encore beaucoup de marxistes, qualifient nos préoccupations de purement sentimentales, ils éluent, eux, simplement, l'aspect strictement humain du problème de la révolution et du socialisme, ils se bornent à l'aspect "administratif des choses". Le "politique" et l'"économique" seuls comptent, laissons l'"humain" aux doux poètes anarchistes et aux autres rêveurs.

Il n'en reste pas moins que pour des matérialistes, de surcroît libertaires, le comportement et le sort, l'épanouissement ou l'asphyxie de l'individu restent au centre, et constituent l'aspect fondamental, du problème de la révolution et de la société socialiste. Tout ce qui nous sépare, non seulement des marxistes, mais aussi de tous ceux qui véhiculent la pensée bourgeoise ou bureaucratique sous toutes ses formes (social-démocrates, jacobains, chrétiens, nationalistes, libéraux, francs-maçons, etc...) découle de cette différence essentielle : tandis qu'ils s'efforcent par toutes sortes de coercitions d'enfermer l'individu dans un système ou

une doctrine, nous nous obstinons à subordonner à l'Homme la perspective d'une société élaborée par lui, pour lui.

### I - PEUT-ON METTRE L'HOMME EN EQUATION ?

Le mouvement est un phénomène qui part d'un point donné et se dirige, à travers des convulsions multiples, et le plus souvent malgré des contradictions inhérentes à sa propre logique et à ses rapports internes ou externes, vers un point différent. Ceci pourrait constituer une définition sommaire du terme "dialectique" que nous employons.

Mais en ce qui concerne l'homme, le mouvement est à peine esquissé, qu'il décrit un cercle et tel un boomerang revient à son point de départ. Puis le mouvement se reproduit indéfiniment, aboutissant invariablement au même résultat. On tourne en rond, nerveusement, comme un prisonnier dans sa cellule.

Tourner, tourner encore, tourner toujours finit par écoeurer. Et cet écoeurement est celui que peut connaître l'homme qui semble inexorablement condamné à tourner pour l'éternité dans le cadre de ce cercle vicieux dans lequel nous sommes pour le moment enfermés. Assurer "la matérielle" pour vivre et vivre pour "assurer la matérielle". C'est apparemment un dilemme.

En fait cela nous paraît être un dilemme, parce que notre propre dialectique est très difficilement saisissable. Seul l'aspect social de l'être peut être complètement compris. Mais si l'homme est aussi un "être social", il n'est pas que cela. C'est seulement en s'organisant en société que l'homme a déterminé l'homme social et le besoin de vie sociale.

"L'homme possède, comme propriété fondamentale, nécessaire, l'instinct de sa propre conservation", sans lequel aucun être vivant ne pourrait exister, et "l'instinct de la conservation de l'espèce", sans lequel aucune espèce n'eût pu se former ni durer. Il est naturellement porté à défendre son existence et son bien-être ainsi que celui de sa progéniture contre tout et tous.

" Les êtres vivants ont, dans la nature, deux manières de s'assurer l'existence et de la rendre plus paisible,

d'un côté la lutte individuelle contre les éléments et contre les autres individus de la même espèce ou d'espèce différente; de l'autre l'appui mutuel, la coopération, qui peut être appelée "l'association pour la lutte" contre tous les facteurs naturels contraires à l'existence, au développement et au bien-être des associés (...)

" (...) L'expérience, accumulée et transmise par des générations successives, a enseigné à l'homme qu'en s'unissant à d'autres hommes sa conservation est plus sûre et son bien-être plus grand. Ainsi, conséquence de la lutte même pour l'existence, engagée contre la nature ambiante et contre les individus de son espèce, s'est développé chez l'homme l'instinct social, qui a complètement transformé les conditions de son existence. Par la force de cet instinct, l'homme put sortir de l'animalité, monter à une très grande puissance et s'élever si haut au-dessus des autres animaux que les philosophes spiritualistes ont cru nécessaire d'inventer pour lui l'âme immatérielle et immortelle.

" De nombreuses causes concurrentes ont contribué à la formation de cet instinct social, qui, partant de la base animale de l'instinct de la conservation de l'espèce -- qui est l'instinct social restreint à la famille naturelle -- est arrivé à un degré éminent d'intensité et d'extension, pour constituer désormais le fond même de la nature morale de l'homme. (...)

" (...) Enfin, la capacité, acquise par l'homme, grâce à ses qualités primitives appliquées, en coopération avec un nombre plus ou moins grand d'associés, de modifier le milieu ambiant et de l'adapter à ses besoins : la multiplication de ses désirs qui croissent avec les moyens de les satisfaire et deviennent des besoins ; la division du travail, qui est la conséquence de l'exploitation méthodique de la nature au profit de l'homme, ont fait de la vie sociale le milieu ambiant nécessaire à l'homme, hors duquel il ne peut vivre sans tomber dans un état bestial.

" Et par le raffinement de la sensibilité, conséquence de la multiplicité des rapports, par l'habitude prise dans l'espèce grâce à la transmission héréditaire pendant des milliers d'années, ce besoin de vie sociale, d'échange de pensées et d'affections entre les hommes, est devenu un mode d'être nécessaire à notre organisme. Il s'est transformé, en sympathie, en amitié, en amour et subsiste indépendamment des avan-

tages matériels que l'association produit, à tel point que, pour les satisfaire, on affronte toutes sortes de souffrances et même la mort.

" En somme, les énormes avantages que l'association apporte à l'homme ; l'état d'infériorité physique (non proportionné à sa supériorité intellectuelle) dans lequel il se trouve vis-à-vis de la bête, s'il reste isolé ; la possibilité pour l'homme de s'associer à un nombre toujours croissant d'individus, en rapports toujours plus intimes et complexes, jusqu'à étendre l'association à toute l'humanité, à toute vie ; surtout la possibilité pour l'homme de produire, en travaillant en coopération avec les autres, plus qu'il n'est nécessaire pour vivre ; les sentiments affectifs enfin qui découlent de tout cela, ont donné à la lutte pour l'existence chez l'homme un caractère tout différent de celui de la lutte qui existe chez les autres animaux.

" Quoi qu'il en soit, aujourd'hui on sait -- les recherches des naturalistes contemporains nous en apportent chaque jour de nouvelles preuves -- que la coopération a eu, dans le développement du monde organique, une part très importante, que ne soupçonnaient pas ceux qui voulaient justifier, bien à tort, le règne de la bourgeoisie par des théories darwiniennes, car la distance entre la lutte humaine et la lutte animale reste énorme et proportionnelle à la distance qui sépare l'homme des autres animaux.

" Les autres animaux combattent, soit individuellement, soit plutôt en petits groupes durables ou transitoires, contre toute la nature, y compris les autres individus de leur propre espèce. Les animaux les plus sociables même, comme les fourmis, les abeilles, etc... sont solidaires entre individus de la même fourmière ou de la même ruche, mais sont indifférents envers les autres communautés de leur espèce (quand ils ne les combattent pas). La lutte humaine, au contraire, tend à élargir toujours plus l'association parmi les hommes, à solidariser leurs intérêts, à développer le sentiment d'amour de chaque homme pour tous les hommes, à vaincre et à dominer la nature extérieure avec l'humanité et pour l'humanité. Toute lutte directe pour conquérir des avantages, indépendamment des autres hommes ou contre eux, condredit la nature sociale de l'homme moderne et tend à le repousser vers l'animalité."

(Errico Malatesta, "L'Anarchie", La brochure mensuelle, n° 79-80. Juillet-août 1929, pages 22 à 26).

Mais pourquoi donc s'obstiner à perpétuer l'existence de l'espèce humaine ? Exister serait-il un objectif suffisant à l'existence même ? C'est précisément là que la boucle menace de se boucler !

Les religions depuis des millénaires, annoncent à l'homme "une autre vie" succédant à la vie terrestre, qui peut être faite de tourments ou de félicité éternels suivant que l'homme aura été mauvais ou bon de sa naissance à sa mort terrestres. Il nous faut bien reconnaître que la religion sur ce terrain répond à un besoin qu'éprouvent presque tous les hommes d'échapper au malaise que procure l'idée de la mort, la fin absolue, le retour au néant pour l'éternité. C'est ce qui explique leur emprise tenace, à peine usée par le temps. La religion n'est pas une explication rationnelle, basée sur des faits concrets, c'est pourquoi, indépendamment du rôle joué par les églises, nous ne la prenons en considération que pour la dénoncer comme mystification.

Mais les religions ne sont pas seules mystifications. Des philosophes affirment que l'homme ne se réalise que dans sa mort, dans le néant. Ils préconisent le suicide individuel ou collectif. Dans tout ceci le vrai problème est éludé. Or, précisément, c'est à sa vie que l'homme cherche vainement à donner un sens. Et dans ce cas la mort ne saurait être une raison de... vivre.

Même lorsque l'homme jouit du maximum de confort matériel et surtout dans ce cas, il est saisi d'horreur par la vision de la mort. Tout cela : cette douce quiétude d'un estomac qui ne connaît pas ou plus la faim, les joies physiques (télévision, salle de bains, pratique d'un sport, etc...) et sentimentales (amour avec une compagne dont on est aimé et compris, que l'on aime et comprend, amour maternel ou paternel pendant de l'amour filial, camaraderie multiple, etc...), tout cela pourquoi ? pour finir stupidement un jour dans la mort. Ce n'est d'ailleurs pas seulement d'horreur que l'on est saisi devant une telle vision, mais aussi d'une très grande lassitude, née d'un sentiment d'impuissance, de découragement face à un néant qui paraît insurmontable, invincible.

Par un réflexe naturel l'homme tente d'échapper à

son propre dilemme, en s'efforçant de meubler le vide devant lequel il se trouve. Et pour la plupart, c'est l'amour à la sauvette, le plaisir violent, une "culture" à bon marché, moyens d'évasions que la société actuelle laisse à la disposition des foules parce qu'ils contribuent à l'abrutissement général.

Chez certains jeunes, il y a aussi l'explosion qui est à la fois violente et négative, cette révolte met en cause tant la société dans laquelle ils étouffent, que l'absurdité d'une vie sans objet. (Ce sujet est traité plus longuement dans "Noir et Rouge" n°13 - "Révolte et la jeunesse").

Peut-on mettre l'homme en équation, pour découvrir le sens de son existence ? Non, car pour qu'une équation soit soluble elle ne peut comporter qu'une "inconnue". Si elle en comporte plusieurs, elle nécessite autant d'autres équations qu'il y a d'inconnues. Or, dans la dialectique de l'individu, les "inconnues" s'étendent jusqu'à l'infini ! Il n'y a de solution algébrique possible que pour ceux qui résument l'être dans le seul "être social". Et ceux-là brandissent des "solutions" que l'histoire refuse de prendre en considération depuis un siècle.

## II- L'HOMME SE REALISE-T-IL DANS L'AMOUR ?

Ce que nous constatons, sous des formes variées dans tout le règne animal, c'est le phénomène de la reproduction de l'individu et, à travers lui de l'espèce elle-même. Bien qu'il ait dépassé le stade de l'animalité pour se hisser à celui de l'humanité, l'homme dans son comportement reste profondément marqué par ce phénomène animal et l'acte sexuel tient une très grande place dans son existence.

Aujourd'hui, toutes les formes d'autorité, des églises aux Etats, condamnent la polygamie. Dans les pays où elle existe ou existait encore récemment (Tunisie, par exemple) elle tend à disparaître. La monogamie est de plus en plus présentée comme le comble de la vertu. La prostitution, qui ne s'en porte d'ailleurs pas plus mal, est vivement combattue et présentée comme une honte de la société. La morale en vigueur dénonce tout accouplement qui ne serait pas sanctionné d'un acte officiel, voire même religieux. Dans certains pays le mariage officiel est définitif, l'acte de divorce (contraire aux principes de l'Eglise ca-



tholique, apostolique et romaine) étant ignoré par le Droit civil (et canonique !). C'est, par exemple, le cas de l'Italie. De là une contradiction : cette notion de la famille monogame est une pièce maîtresse de la morale et de la société bourgeoises, la prostitution est une conséquence de cette monogamie et de l'officialisation de l'accouplement avec toutes les limitations juridiques qu'elle comporte, mais parallèlement, elle met en cause la notion bourgeoise et religieuse de la famille car elle correspond à une nécessité sociale.

Bien que toutes les formes de pouvoir, temporels et spirituels, fassent le plus grand silence sur ce commerce sexuel sans entraves de l'homme primitif,

"en fait, que rencontrons-nous comme la forme la plus ancienne, la plus primitive de la famille, celle que nous trouvons incontestablement attestée dans l'histoire, et qu'encore aujourd'hui nous pouvons étudier ça et là ? Le mariage en groupe, la forme où des groupes entiers d'hommes et des groupes entiers de femmes se possèdent réciproquement, et qui ne laisse que peu de place à la jalousie. Et de plus, nous trouvons, à un stade postérieur de développement, la forme exceptionnelle de la polyandrie, qui pour le coup exclut tous les sentiments de jalousie et, partant, est inconnue des animaux. Mais comme les formes à nous connues du mariage en groupe sont accompagnées de conditions d'une complexité si particulière qu'elles ramènent nécessairement à des formes antérieures plus simples de l'union sexuelle, et, en dernier ressort à une période de promiscuité correspondant au passage de l'animalité à l'humanité, les références aux unions animales nous reconduisent exactement au point qu'elles prétendaient nous faire franchir une fois pour toutes.

"Qu'est-ce donc à dire, commerce sexuel sans entraves ? Que les interdictions limitatives en vigueur aujourd'hui ou à une époque antérieure n'y existaient pas ". (L'origine de la famille, de la propriété privée, de l'Etat - F. Engels. pages 21 et 22 - éditions Costes, Paris 1948).

Tout ce qui est connu de nos jours, donne à penser qu'à l'origine, chez l'homme primitif, il n'y avait pas davantage de règles dans les rapports sexuels qu'il n'y en a aujourd'hui dans

l'espèce canine par exemple. C'est de l'évolution de l'espèce, que naquirent des règles régissant le commerce sexuel et ce sont ces règles qui, dans leur pratique quotidienne, déterminèrent progressivement la famille moderne.

L'un des aspects particuliers de ces mariages de groupe à groupe, de tribu à tribu fut qu'il était impossible de suivre la filiation par la ligne paternelle, celle-ci étant indéterminable, la seule filiation sûre était la filiation maternelle. L'héritage de la propriété suivait cette ligne et ce droit matriarcal faisait jouer à la femme un rôle dominant dans cette forme rudimentaire de la famille. Mais le développement de la propriété parallèlement à celui des instruments de production, devait entraîner la naissance de l'armée et de l'Etat et aussi un renversement du droit familial. Le droit matriarcal cédait la place au droit patriarcal. Pour donner à ce dernier force et autorité, la femme fut non seulement dépossédée de ses droits antérieurs mais asservie, ravalée au rang de domestique dans la maison, d'instrument de plaisir de l'homme et de sa reproduction.

Notre époque est certainement celle d'un tournant décisif dans les rapports entre la femme et l'homme. Tandis que dans certains pays on reconnaît à la femme le droit de dominer sa procréation, dans d'autres (en France notamment), en interdisant l'emploi des moyens contraceptuels et l'avortement, en prétendant faire cesser la prostitution (en ne faisant d'ailleurs cesser que les surveillances médicales dont elle pouvait être entourée), en essayant d'encourager par différents moyens la natalité et "la femme au foyer", on continue à maintenir la femme dans un mode de vie médiéval. essentiellement dans le domaine sexuel, mais aussi dans ses rapports sociaux avec l'homme. (1)

Mais la femme moderne oppose une grande résistance aux tentatives de maintien de sa condition d'un autre âge. Elle tend par une lutte sourde mais réelle à se hisser à un niveau d'égalité par rapport à l'homme. Non seulement en travaillant dans des proportions de plus en plus grandes dans l'industrie, mais en participant

---

(1)-- La femme ouvrière ou employée, en particulier, parvient en tant que prolétaire à être exploitée à l'atelier ou au bureau et à subir une seconde exploitation en accomplissant les tâches domestiques inhérentes au couple tandis que l'homme y participe très rarement.

à toutes les activités humaines. Et, enfin, pour prendre un exemple, 600.000 avortements clandestins chaque année, en France, témoignent, du refus farouche de la femme de se plier aux ukases d'une société qui la nie comme être humain.

Si, au début de ce siècle, la vie en couple consistait encore en une subordination économique, sociale, politique et culturelle de la femme à l'homme, il n'en est plus de même aujourd'hui. Même si l'homme contemporain ne comprend pas que sa femme veut être son égale et non sa "chose", alors que sa mère, elle, s'effaçait docilement devant le "chef de famille".

Cette incompréhension résulte d'une contradiction : il y a chez l'homme le besoin physique de l'acte sexuel et le besoin social d'une présence, d'une collaboration face à l'adversité. Sans parler des milieux bourgeois, aristocratiques, etc... mais pour se borner aux milieux "populaires", de nos jours encore, c'est essentiellement l'attrait physique réciproque qui entraîne la formation du couple. Et comme le plus souvent le couple engendre une progéniture celle-ci devient très fréquemment et très rapidement le seul lien entre deux individus qui sont parfaitement étrangers l'un à l'autre.

"Dans bien des cas l'enfant constitue le lien le plus solide du couple ; il en constitue même trop souvent l'unique lien, tous les autres relâchés ou n'ayant jamais existé. Et alors je n'appelle plus cela couple(...)

(...) Entre un homme et une femme, il doit y avoir des liens et des échanges qui ne dépendent pas de quelqu'un d'autre, fût-ce de l'enfant. Chacun doit être par lui-même une source d'enrichissement et de joie pour l'autre (...)

(...) N'y a-t-il pas un certain mépris pour le partenaire, dans le fait de se marier "pour avoir des enfants"?

(...) Mais la vie en couple répond aussi à un besoin profond : le besoin de compagnie ; le besoin d'avoir auprès de soi quelqu'un qui soit, à la fois, miroir et source.

Et quelle présence mutuelle peut-être plus complète que celle de l'homme et de la femme, avec leurs différences qui se complètent et l'épanouissement entre eux des joies physiques ?

(Révoltes n°11, juin 1959, fiches 8-9 "Unions libres ?" -Lucienne Bloch)..

Le drame intime des couples le plus répandu, c'est que ses deux composants se contentent de se supporter d'une façon permanente et de se désirer physiquement d'une manière épisodique, et même, très souvent, les rapports sexuels deviennent une corvée à laquelle on se plie par "devoir conjugal".

"L'accord sexuel est essentiel dans l'amour, mais il ne suffit ni à le fonder ni à l'entretenir. "Je m'entends bien au lit avec elle, me dit un copain, seulement, qu'est-ce que tu veux après avoir tiré un coup, j'aimerais bien parler avec quelqu'un qui me comprenne... et nous n'avons rien à nous dire !"

(Révoltes, n°11, juin 1959, fiche 5 "L'amour méconnu" -P. Closedel).

Ce qui nous semble indispensable dans une réalisation partielle de l'être dans l'amour c'est l'extension des manifestations de celui-ci à tous les domaines de la vie et de la pensée et de ce fait un dépassement de l'acte sexuel seul.

Si presque tous les couples qui nous entourent offrent le pénible spectacle dont il est question plus haut, il n'en est pas de même dans d'autres très rares, mais que l'on rencontre le plus souvent dans des milieux révolutionnaires, libertaires. (Chez les marxistes et les syndicalistes aussi, mais moins fréquemment). Ce qui ne signifie nullement que c'est uniquement dans ces milieux que nous les rencontrons.

Pour ces couples, généralement formés à rude école, l'amour est une communion totale de deux êtres, et non la subordination de l'un à l'autre. Peu importe de savoir comment, en quelles circonstances "ils" se sont connus ; ce qui est important, c'est de noter qu'ils se connaissent, au sens absolu du terme. Compagnon et compagne ne sont pas absolument identiques, leur comportement est l'expression de deux expériences distinctes, de deux caractères différents, de deux personnalités affirmées. Il y a entre eux bien sûr le préalable de l'attrait physique, une unité qui n'est pas seulement sociale, juridique et économique, mais aussi philosophique et culturelle. De plus il y a un "climat". Un climat de franchise, de confiance, de loyauté, de respect au sens humain, de compréhension mutuelle, de solidarité matérielle et intellectuelle, de partage des joies et des tâches dans l'égalité des sexes (nous ne parlons

pas d'un partage ni d'une égalité calculé mathématiquement en vue d'un résultat aussi absolu qu'imbécile, mais d'une notion d'équité qui ne peut être que relative). En fait, ces différents aspects de leur amour, ne font que quotidiennement renforcer celui-ci, à travers une redécouverte et un renouveau permanents chez les deux partenaires. L'amour qui unit de tels couples est inaltérable, quelles que soient les circonstances de la vie et les épreuves traversées ensemble ou séparément.

Les couples d'une façon générale éprouvent le besoin d'engendrer. Mais chez ceux que nous venons de décrire ce désir correspond non seulement à une volonté sourde et inconsciente de se perpétuer dans le temps et dans l'espace mais aussi au besoin violent même, de reproduire la race, le caractère, les traits de l'être qui est le plus cher au monde. De laisser, non seulement de soi, mais aussi de sa compagne ou de son compagnon, une trace vivante et pensante lui ressemblant. Laisser une telle trace de son ou sa partenaire et de soi-même, et surtout une trace indélébile de l'union de deux êtres peut provoquer une joie, une satisfaction profonde, rien qu'à l'idée d'avoir pu donner, soi, un sens à sa vie et d'avoir du même coup vaincu indirectement la mort. La mort peut en effet mettre un terme à l'existence d'un être (et c'est même uniquement ce qu'elle fait !), mais elle ne peut pas l'empêcher de se survivre dans sa progéniture.

L'homme se réalise-t-il dans l'amour ? D'une façon générale : non ! Des cas particuliers, par contre, attestent l'existence d'une très large possibilité de réalisation à laquelle quelques-uns parviennent. Mais l'amour n'est pas tout et il peut même favoriser d'autres moyens de se réaliser, comme nous le disait récemment un camarade : "Ma compagne me pousse à écrire un roman, qui serait une sorte d'autobiographie romancée". Comme on le constate, l'amour, loin d'être stérile, peut engendrer des enfants inattendus et ouvrir bien des perspectives !

### III- L'HOMME ET SES CAPACITES CREATRICES BAFQUEES !

Lorsque l'on aborde le problème de la crise de la société et des convulsions périodiques qui en découlent, lorsque l'on tente à l'aide de la pensée matérialiste de saisir le mécanisme de cette crise, de ces convulsions, on est amené à embrasser

la dialectique de la société, c'est-à-dire à en déceler toutes les composantes, leurs rapports intimes, leur mouvement. Cet examen de l'évolution historique, entrecoupée de révolutions, conduit à constater l'existence d'une division, plusieurs fois millénaire, de la société en classes sociales, et la réalité profonde de la lutte entre ces classes, lutte non moins ancienne que la division sociale qui l'a engendrée.

Il est exact que la lutte des classes joue un rôle essentiel dans la crise que connaît la société depuis l'antiquité. Cette lutte provient, disions-nous, de la scission de la société en classes distinctes, mais cette scission est plus profonde que ne le pensait Marx et que continuent à le penser ses disciples, elle ne se limite pas à la division de fait de l'organisation sociale en classes antagonistes dans leurs intérêts économiques, mais s'étend à la séparation entre les fonctions de direction de conception, d'organisation et celles d'exécution, de production.

Sur la masse des individus participant d'une manière quelconque, directe ou indirecte, à la production, seule une très faible minorité, dirige, conçoit, organise. Les autres, c'est-à-dire l'écrasante majorité, exécute, produit ou se livre à des activités auxiliaires de la production. Si le corps des dirigeants possédait à lui seul toutes les capacités de conception du produit et celles consistant à organiser la production, les autres ne possédant pas ces capacités, le problème serait résolu depuis fort longtemps. Il n'y aurait plus de crise permanente dans la société bourgeoise ou bureaucratique. L'ennui c'est qu'il n'y a pas deux catégories d'hommes : les hommes-génies et les hommes-robots, nés les uns et les autres comme tels. Il y a plus simplement des hommes qui, sauf des cas pathologiques certains, disposent de la plénitude de leurs moyens physiques et intellectuels, qu'ils soient, dans l'organisation sociale actuelle, dirigeants ou exécutants.

Les hommes tentent de donner un sens à leur existence. Il découle naturellement de cette tendance qu'ils éprouvent le besoin de participer totalement à ce qu'ils font, et à ce qui les occupe le plus longtemps, c'est-à-dire leur travail, essayant par là, entre autres voies, de justifier leur présence dans la vie, qu'ils veulent non seulement active mais aussi consciente.

Seulement, l'organisation, bourgeoise ou bureaucratique, de la société n'a pas pour objet d'aider les hommes à être

eux-mêmes, elle vise à exploiter la grande majorité d'entre eux comme producteurs, et le produit, le processus de production ne sont finalement dans le cadre actuel que les instruments et moyens à partir desquels se réalise l'exploitation elle-même. Dans ce cadre la séparation entre les fonctions de direction et d'exécution est indispensable pour justifier l'exploitation. Mais tout ceci aboutit à une monstruosité, division en classes, séparation radicale des fonctions qu'elle entraîne, conduisent naturellement à une hostilité entre, d'une part, produit et processus de production et d'autre part producteurs.

"Au cours des dernières années on a bien senti qu'en fait les ouvriers d'usine sont en quelque sorte déracinés, exilés sur la terre de leur propre pays. Mais on ne sait pas pourquoi. Se promener dans les faubourgs, apercevoir les chambres tristes et sombres, les maisons, les rues, n'aide pas beaucoup à comprendre quelle vie on y mène. Le malheur de l'ouvrier à l'usine est encore plus mystérieux. Les ouvriers eux-mêmes peuvent très difficilement écrire, parler ou même réfléchir à ce sujet, car le premier effet du malheur est que la pensée veut s'évader ; elle ne veut pas considérer le malheur qui la blesse. Aussi les ouvriers quand ils parlent de leur propre sort, répètent-ils le plus souvent des mots de propagande faits par des gens qui ne sont pas des ouvriers.

("La condition ouvrière" - pages 240-241. Simone Weil).

Or, le malheur qui frappe l'ouvrier, et qui n'est plus mystérieux, c'est que non seulement il est exploité économiquement, qu'il ne jouit pas du niveau de vie auquel il prétend, mais c'est surtout le fait d'être, dans l'exécution même du travail, considéré davantage comme un complément nécessaire de la machine que comme un être humain. C'est ainsi que dans n'importe quel type d'activité on ne donne au travailleur que le strict nécessaire des connaissances techniques requises ainsi que le minimum d'informations, pour que le travail (et à travers lui l'exploitation) soit possible et rentable pour les exploités. Toute initiative est retirée au travailleur et une sinistre compétition semble engagée entre les entreprises capitalistes de type "fordiste" et les entreprises de structure et d'essence bureaucratiques, compétition dans laquelle chacun entend dépasser l'autre en capacité de dépersonnalisation de l'individu. Cela va de la rationalisation des gestes et la suppression des temps morts dans le travail à la chaîne au stakanovisme, dont

les normes ne pouvaient plus être supportées par les ouvriers hongrois et polonais, sans parler des autres qui l'on montré d'une manière moins spectaculaire.

"Il est difficile d'avoir une vue d'ensemble des choses dans notre société. C'est encore plus difficile pour un ouvrier, à qui l'organisation du monde reste cachée comme une chose mystérieuse obéissant à des lois magiques et inconnues. Notre horizon se trouve limité à la parcelle de travail qu'on nous commande. Même notre travail, nous ne savons plus ce qu'il devient. Nous ne le verrons plus, à moins d'un hasard. L'organisation du monde semble être l'organisation de notre ignorance..."

(...) On peut voir dans la "Vie Ouvrière", le journal de la C.G.T., des images représentant le prolétaire français affamé, devant un morceau de pain inaccessible, tandis que les journaux bourgeois tireront les conclusions les plus optimistes du nombre de voitures et de postes de télévision que possède la classe ouvrière. Les syndicats reprochent aux patrons de faire des superbénéfices, "d'y aller un peu fort", les patrons répondent que les ouvriers ont plus de richesse qu'il y a cinquante ans (...)

(...) Mais l'ouvrier a beau manger des biftecks et même avoir la télévision et son automobile, il reste dans la société une machine productive, rien de plus. Et c'est là sa vraie misère.

(Journal d'un ouvrier. - Pages 7 à 9 - Daniel Mothé).

Le développement prodigieux de l'industrie, la naissance et l'épanouissement d'une industrie très poussée là où il n'y avait rien, font que des activités sociales ont considérablement changé. Au cours des premières années de sa période ascendante la société capitaliste pouvait se permettre (notamment vu leur nombre restreint à l'époque) d'accorder à ceux que l'on n'appelle plus les "prolétaires en faux-cols" de sensibles privilèges matériels (les "appointements" d'un employé étaient fréquemment plus élevés que le "salaire" d'un ouvrier). Aujourd'hui, en fonction d'une part de la masse qu'ils représentent, et d'autre part de la mécanisation très poussée, depuis quelques années surtout, du travail de bureau, les employés ne sont plus les "collaborateurs" du patron, ils sont socialement prolétarisés. Si dans la même entreprise l'hostilité entre ouvriers et employés est loin d'avoir disparu et se maintient, vestige du passé, la mécanisation du travail des employés (auxquels



on semble vouloir faire rattraper <sup>en</sup> dix ans, un demi-siècle de mécanisation du travail d'usine), en rivant l'employé à sa machine, en fera le semblable de l'ouvrier.

Ce n'est donc pas seulement l'ouvrier, mais aussi l'employé et le fonctionnaire qui se trouvent dépersonnalisés dans l'accomplissement même du travail moderne, et l'hostilité entre travailleurs et travail si elle se traduit en usine par une opposition farouche entre produit-production et producteur, n'en existe pas moins là où il n'y a pas ces trois éléments liés directement à la production.

Toute l'organisation du travail est théoriquement destinée à concevoir puis à coordonner son exécution. En pratique c'est très différent. En fait les "organiseurs", en multipliant le plus possible contrôles et surveillances de toutes sortes, cherchent à augmenter les cadences et aussi veillent à ce que l'initiative ouvrière ne se manifeste pas. Le premier aspect de ce type d'organisation est que les dirigeants n'ont qu'une vue très générale de ce qu'il faut faire et leurs directives sont incomplètes, de plus, second aspect, les contrôles, outre qu'ils sont presque toujours faussés par les travailleurs en réaction contre eux, finissent par freiner l'exécution de l'ouvrage, sans produire les effets recherchés, freinage précisément dû à la lutte contre ces effets.

Lorsqu'il travaille à l'entreprise, l'individu fait très généralement preuve d'une certaine conscience professionnelle. Le personnel qualifié est le plus souvent fier de sa qualification professionnelle. Tout ceci fait que les directives, qui si elles étaient appliquées à la lettre rendraient tout travail impossible, sont tout naturellement complétées par l'initiative de la base. C'est sans nul doute grâce à cette initiative permanente que la société civilisée peut se survivre malgré toutes les entraves nées de l'exploitation. Mais ce faisant le travailleur démontre son goût pour le travail, qu'il confirme lorsqu'il travaille à l'usine ou chez lui pour son propre compte. Et, chez lui comme à l'entreprise; il fournit la preuve de ses capacités d'organisation. S'il en était besoin, d'ailleurs, l'artiste aussi bien que le paysan fournissent les mêmes preuves depuis bien des siècles !

Nous parlions d'une scission permanente entre travail et travailleur. Ce qui précède ne contredit nullement cette constatation. Malgré son goût du travail, le travailleur dépersonnalisé par

La société, "attend 6 heures depuis 8 heures et quart" et "samedi depuis lundi matin", son travail, lui étant finalement parfaitement étranger.

Pour Marx et ses disciples, il n'y a pas de liberté dans le travail, et pour que l'homme jouisse du maximum de liberté, il convient de réduire le plus possible le temps de travail en augmentant parallèlement la durée de liberté, celle-ci se situant uniquement hors du travail. Il va sans dire que nous contestons ce raisonnement pour plusieurs raisons : la première est qu'il est impossible de supprimer complètement la durée du travail, ensuite, dans la société d'exploitation il n'y a pas davantage de liberté hors du travail que pendant celui-ci, enfin nous agissons, en tant que révolutionnaires, pour que l'homme soit absolument libre, tout le temps, y compris pendant les heures de travail. Si les marxistes accueillent toute annonce de réduction de la durée des horaires dans les usines tchèques ou russes. comme une augmentation de la liberté des ouvriers tchèques ou russes, nous savons, nous, qu'ils n'ont fait que troquer un peu moins d'oppression dans l'usine contre un peu plus hors de celle-ci (quantitativement parlant).

Si la plupart du temps les travailleurs acceptent leur sort, ou du moins semblent l'accepter, il arrive épisodiquement qu'ils agissent dans des mouvements spectaculaires et provoquent une rupture dans l'équilibre de la société en renversant les rapports de force entre les classes. Toutes ces tentatives, de la Commune à la Révolution hongroise, s'ouvraient sur la perspective d'une société socialiste. Toutes avaient un dénominateur commun : les conseils (soviets russes, collectivités en Aragon et en Catalogne), expression constructive de la revendication de la gestion des usines par les ouvriers, de la terre par les paysans, de l'auto-organisation de toute la société, à commencer par les activités économiques.

A n'importe quel moment, en n'importe quel endroit une grève, même timidement revendicative au départ, peut subitement à partir d'un incident quelconque prendre un caractère révolutionnaire et mettre en cause tous les principes de fonctionnement d'une société d'exploitation. Ce fut le cas en 1936 à Marcq-en-Bareuil, aux établissements Delespaul-Havoz. Les patrons refusaient de céder à la grève des ouvriers de l'usine, les matières premières servant à la fabrication du chocolat menaçaient de se détériorer si elles n'étaient pas utilisées dans les plus brefs

délais. Les ouvriers entreprirent alors de faire tourner l'usine et ils y parvinrent très facilement. Il fallu couper l'alimentation de l'usine en électricité pour interrompre la fabrication que le personnel voulait par ailleurs distribuer gratuitement à la population, plutôt que de voir le produit s'avarier.

Le socialisme peut résoudre dans les pays industrialisés les questions politiques, sociales, économiques, et ceci malgré les gigantesques difficultés qu'il rencontrera et les tâtonnements auxquels il sera contraint. Mais il butera durement sur cette insaisissable dialectique de l'individu.

L'objet du travail dans une société socialiste est la satisfaction des besoins matériels et intellectuels de la communauté prise dans son ensemble. Mais l'homme a aussi besoin de pouvoir donner libre cours à son initiative créatrice. Le travail peut être un moyen d'affirmer la personnalité de l'individu. Il n'est pas le seul.

Certains hommes ont trouvé dans l'art le moyen de se réaliser, de vaincre le temps et de surmonter la mort. Beethoven est biologiquement mort, mais il ne se passe pas de semaine, de jour même, sans que son esprit emplisse des salles de concerts à travers l'interprétation de ses œuvres. Seulement pour un Beethoven des dizaines de milliers d'hommes, happés par la vie quotidienne, n'ont pas le temps de camper en quelques lignes, notes, coups de crayon ou de pinceau leurs impressions d'un moment. Bien souvent même, harassés par 45 heures ou plus de travail éreintant, ils finissent par ne plus connaître d'autre sensation qu'une très grande fatigue physique, laquelle bloque toutes les connexions de l'intellect. Pour ceux-là, dormir devient une obsession, et après quelques heures de sommeil ils ne choisissent que des loisirs qui n'exigent pas une très grande agilité d'esprit. Pourtant, parmi eux, il y en a qui rêvent, à temps perdu, au film, au roman, à la symphonie au tableau qu'ils ont besoin de réaliser, d'écrire, de composer ou de peindre pour se libérer d'un poids qui les oppresse. En fonction de cela qu'il soit nécessaire dans une société rationnelle et humaniste de réduire les normes et la durée du travail, pour rétablir un équilibre entre les différentes activités humaines : travail, repos, étude, vie amoureuse et familiale, création artistique, sport et autres loisirs, etc..., voilà ce que nous ne contesterons pas ! Mais pour nous le plus important n'est pas encore la diminution du

temps de travail, l'essentiel est en effet que celui-ci devienne poésie au lieu de signifier asservissement.

Ne nous faisons pas d'illusions, si le communisme libertaire implique l'existence de la liberté totale, partout, tout le temps, ce ne sera pas facile à réaliser. La difficulté la plus ardue que rencontrera l'édification d'un monde socialiste sera de parvenir, sans recourir à une forme quelconque d'autorité, à concilier la nécessité de la vie industrielle collective moderne et la non moins indispensable intégrité de l'homme en tant que tel.

PRAT - COITER.

Violence

Révolution

Organisation

Si l'on a pu dire, très judicieusement, que d'un choix clair dépendait une propagande cohérente, nous pensons également que, pour être logique jusqu'au bout : d'une doctrine claire dépend une forme d'organisation.

Dans cette optique la "violence" est un de ces phénomènes qui, pour avoir retenu l'attention de beaucoup de nos penseurs, n'en reste pas moins assez mal défini et qui, pour cette raison, laisse au coeur même de notre doctrine comme une zone intouchable. Que ceci s'oppose à la clarté complète de notre vision ne fait aucun doute, et, par suite, nous voulons y voir précisément une des causes, parmi bien d'autres, qui nourrit la prétendue contradiction entre l'idée d'organisation et la définition même de l'AN-ARCHIE.

Nous voudrions ici, sans prétendre épuiser le sujet, tout au moins en souligner l'importance fondamentale et en dégager quelques éléments à un débat de plus en plus nécessaire à notre mouvement.

Il fut un temps où une question telle que: "la violence est-elle compatible avec notre éthique ?", ne se posait pas. L'Anarchisme était une finalité vers laquelle on ne pouvait s'orienter qu'en affirmant révolutionnaire dans l'action directe et spontanée. Il allait de soi que cette action, se heurtant à des structures plus nettes et rigides qu'aujourd'hui, engendrait de la violence ; violence dans l'attaque, violence dans la réaction et violence encore dans la riposte.

Devant ces attaques, le plus souvent dispersées, mais dont on ne peut nier qu'elles parvinrent à arracher la meilleure part de ce que l'on appelle "les conquêtes sociales" -- et également à la suite du progrès technique -- le monde conservateur et réactionnaire adopta une nouvelle forme, plus floue, moins saisissable et moins concrète, contre laquelle il sembla que les coups concrets ne pouvaient plus rien.

C'est alors que, d'une part, se propagèrent les techniques issues du marxisme, l'idée d'organisation révolutionnaire fortement structurée autour d'un noyau appelé "parti"; d'autre part, devant une certaine impuissance de l'action, consécutive à la morphologie sociale, l'idée selon laquelle la violence était non seulement inefficace mais néfaste. Se développèrent alors les thèses de la non-violence issues du christianisme et de la pensée de Gandhi ("anarchistes-chrétiens").

Depuis quarante ans environ, notre pensée sur ce plan n'a pas avancé d'un pouce et l'anarchisme reste scindé entre ces deux tendances générales.

Sans doute des idées, des événements, des circonstances historiques tendirent-ils à donner raison à l'une ou à l'autre de ces conceptions. Il y eut, pour la première, la Révolution d'Octobre. Pour la seconde, les horreurs de cette dernière, celles de deux guerres, l'embourgeoisement du prolétariat, les politiques réformistes, l'économie paternaliste (le crédit), les propagandes axées sur une prétendue tolérance-clé de la démocratie et de la laïcité, les formes syndicales "paritaires", tout ce qui en somme contribua à développer le principe hautement raisonnable de la revendication pacifique de "la poire coupée en deux". (Et la poire coupée en deux en l'occurrence fut le prolétariat !!).

Donc, d'un côté, la conviction sans cesse moins partagée que seule l'action paye et que la violence qu'elle engendre n'est qu'un phénomène second, proportionnel et inhérent à l'obstacle ; de l'autre côté, la conviction de plus en plus partagée que TOUT PEU A PEU POURRA ETRE CHANGE comme si c'était désormais dans

l'ordre des choses et que l'intelligence humaine, se développant on ne sait pas par quel miracle, y pourvoirait sans cesse. Dans ce dernier état d'esprit, "la violence" devint peu à peu synonyme de crime, de contraire à la raison.

Et sans doute, à tout miser sur une raison qui serait la chose la mieux partagée du monde, peut-on concevoir comme possible l'avènement à date réglée d'une société finalement nouvelle en ce sens que ses structures seraient peu à peu adaptées à la vie. On sait que cette utopie est devenue une croyance dans beaucoup de milieux dits socialistes ou rationalistes. Comme si, répétons-le, la Raison --qui implique une bonne dose d'intelligence, laquelle réclame quand même un certain nombre d'aliments pour fonctionner-- par une décision magique, devenait la chose la mieux répandue du monde ; comme si elle-même ne pouvait pas se pervertir, comme si enfin, son développement ne dépendait pas étroitement des possibilités qu'on lui donne, à savoir : un milieu social qui est précisément celui que cette prétendue spontanée et universelle raison mettrait en place !

Il y a là, il nous semble, une fameuse charrue avant le boeuf, qu'aucun tracteur même télécommandé ne saurait remplacer. Le rôle de la Raison est ailleurs, comme nous le verrons plus loin.

Tout cela a considérablement épaissi l'idée de violence au cours de l'histoire.

Or le problème de la violence est un faux problème anarchiste. Par les quelques considérations qui précèdent on peut se rendre compte que poser un problème "violence" revient pratiquement à poser un choix entre les thèses REFORMISTES et les thèses REVOLUTIONNAIRES. Comme ce choix est fondamental pour l'anarchiste, quiconque peut conclure que toute discussion sur ce problème tend à fournir des justifications secondes ou supplémentaires, comme on voudra, à ce choix essentiel.

Nous voudrions toutefois aller jusqu'au bout dans le cadre de notre titre.

D'abord : QU'EST-CE QUE LA REVOLUTION ?

On l'a dit souvent, la révolution est un acte d'accouchement ; ce qui laisse entendre que la société en place est

grosse de cette nécessité au moment où elle tend à exploser. Elle explose : C'est l'insurrection, c'est-à-dire une révolte généralisée, la forme aigüe d'un mécontentement qui peut être politique, économique ou éthique. Ce n'est pas la révolution.

La révolution s'inscrit dans les faits par un bouleversement maximal DE TOUTES les structures. Elle exige (nous nous <sup>en</sup> sommes expliqués dans le numéro sur "la Gauche") pour cela qu'on la reconnaisse comme "nécessité globale".

Mais il est bien évident que cette reconnaissance ne sera jamais le fait d'une majorité absolue ou proche.

Il est également évident qu'on ne commande pas une révolution.

La révolution comme nous l'entendons est une nécessité latente, qui vise à créer une organisation telle des choses qu'elle permettra de satisfaire d'abord tous les besoins fondamentaux de la vie, puis de combler et de renouveler à la mesure de son imagination toutes les aspirations de l'homme.

Elle est donc essentiellement axée sur un monde créateur et doit pour cela répondre à l'un des grands principes de la nature, commencer par détruire. En l'occurrence, détruire ce qui s'oppose le mieux et <sup>aux</sup> d'aucuns <sup>ont</sup> appelé la "volonté de puissance", ce que certains traduisent par "principe d'autorité".

Il semble que ce soit un paradoxe: requérir la puissance et la violence pour détruire le principe même qui engendre cette violence, qui heurte le plus l'aspect éthique de l'anarchisme.

#### QU'EST-CE DONC QUI EXIGE CETTE NECESSITE PARADOXALE ?

Il nous semble que ce soit tout simplement la pression sans cesse plus insupportable de la réalité figée, corsetée, laquelle crée des conflits et donne naissance à la révolte, cet "acte-réflexe", qui dresse tout être vivant contre la contrainte imposée et en général contre tout ce qui est contraire à son épanouissement.

C'est une réaction défensive, naturelle qui, chez l'homme doué d'une pensée, lui permet simultanément de se défendre, de détruire ce qui lui nuit et finalement d'organiser un milieu plus acceptable.

L'ACTION DIRECTE que nous avons toujours préconi-



sée n'a d'ailleurs pas d'autre mécanisme que cet enchaînement qui va de la "REVOLTE SAUVAGE" issue de l'instinct, selon l'heureuse expression de R. Fugler (1), à la mise en place intelligente de ce nouveau milieu. Rien ne situe mieux, à notre avis, le rôle de la raison, que ce relais qu'elle assure à l'instinct, pour finalement clore le mouvement en une synthèse permanente.

Ce mécanisme, qui respecte à la fois les énergies les plus intimes de l'être humain et sa faculté de raisonner, nous paraît justifier entièrement cette expression motrice de REVOLUTION PERMANENTE qu'on a assigné à la société "ouverte" dont nous devons jeter les bases par la destruction des vieilles structures.

Dans son chapitre II, intitulé "L'ANARCHIE LIBERTE SAUVAGE", R. Fugler note :

"La révolte individuelle et collective n'est que la poussée libératrice d'une vie neuve qui fait éclater une carapace trop étroite" (...)  
(...)" Et comme toute existence a son mouvement propre, toute tentative extérieure de la dévier ou la réprimer apparaît comme une fondamentale violence faite à sa liberté" (...)

C'est nous qui soulignons car cela est gros d'importance ; à savoir que cette violence qui répugne à tout homme sain lui est IMPOSEE. Cette conclusion n'est d'ailleurs pas neuve. Dans sa brochure intitulée "LA VINDICTE APPELEE JUSTICE", écrite en 1901, P. Kropotkine étudiant le phénomène "justice" mettait l'accent sur les "assassinats légaux" que constituent les exécutions conformes aux lois qui ne sont, à de rares exceptions près dûes à l'action des opprimés, que l'expression de vieilles coutumes destinées à assurer l'existence des sociétés de classes et de privilèges.

Benjamin Péret, répondant à une enquête protestataire lancée en 1952 par les cahiers "Le Soleil Noir" contre la peine de mort et les tortures disait entre autre :

"(...) il va sans dire que toute coercition, quelque forme qu'elle emprunte, outrage l'homme dans sa dignité même et celui qui l'exerce n'est pas moins atteint par cet outrage que celui

(1)- "FORMES ET TENDANCES DE L'ANARCHISME" (étude parue dans le "Monde Libertaire")

qui la subit, quoique de façon différente. (...)

La coercition exercée par une poignée d'hommes contre l'immense majorité de la population résulte de la structure même de la société où cette quasi totalité est dépouillée de tout par quelques-uns à leur bénéfice exclusif. Toutes les autres formes de coercition, et parmi elles celles qu'exercent directement la police et la justice, dérivent de cette première coercition économique. Il est donc impossible de les supprimer si l'on ne détruit pas d'abord l'état de choses qui les a provoquées (...)"

Ainsi --et nous pourrions citer bien d'autres textes-- il est une chose certaine : c'est la forme même de la société qui engendre la violence qui FAIT Violence, et cette violence-là est ignoble parce qu'elle est l'expression de l'injustice, d'une injustice voulue et préméditée, préservée et codifiée : "Nul n'est censé ignorer la loi".

La violence est devenue une institution. Et certes nous connaissons des doctrines telle celle du christianisme qui, face à cet ordre, enseigne l'agenouillement, voire la reptation. Une doctrine qui choisit le coup de pied au cul en tant que chose délectable --et qui en redemande-- et le plus sûr moyen pour gagner un monde meilleur, consacré Paradis. De telle sorte qu'en fin de compte si l'on suit bien cette idée, la coercition devient sacrée et doit être bénie, sans broncher. Qu'il y ait des amateurs pour une coercition semblable... passons ! mais que des "anarchistes" l'admettent inconsciemment comme essence supérieure de leur humanisme, voilà qui devient insupportable !

On recherche parfois bien loin les causes du ramollissement de l'anarchisme. Or parmi les recherches qui ont été faites sur ce thème nous ne trouvons nulle part que l'une des principales causes pourrait bien être l'insidieuse infiltration du christianisme parmi nous et dont l'amorce remontrait à ces prétendus "anarchistes-chrétiens".

L'anarchisme se meurt par excès d'intellectualisme, d'un intellectualisme qui se veut tellement analytique qu'il vient se perdre dans l'effarante complexité des choses d'une part, et par excès de synthèse, celle-ci s'élaborant dans un monde d'idées en avance sur le temps. De là il est aisé de comprendre la facilité qu'il y a à prendre ses désirs pour des réalités. L'un de ceux-ci,

nous l'avons déjà dit, est d'admettre le monde comme doué de sa pleine raison : c'est-à-dire que la nécessité révolutionnaire paraissant évidente pour tous, et comme par miracle, le privilégié va abandonner ses privilèges, le patron ses profits, le chrétien sa volonté de conquête, le politicien son désir de gloire, et chacun le sens de la propriété et de l'autorité. Qu'il suffise en somme de montrer dès maintenant le sens le plus large d'une tolérance universelle, COMME SI la société libre que nous voulons était en place.

Et pourtant il n'est pas <sup>un</sup> anarchiste qui ne se rende compte qu'il n'y a encore rien de fait. Lamentations et réflexions désabusées sont monnaie courante dans nos assemblées où le seul stimulant reste encore de se gargariser du bon temps d'autrefois. D'autrefois, notons-le bien, où précisément seule l'action était effectivement payante.

Certes, les conditions ont changé et cette action doit emprunter d'autres chemins. C'est donc une affaire de méthode et qui dit méthode, dit organisation. Mais de grâce que l'on en finisse avec certaines réticences mal placées et que l'on ne répugne plus à mettre les points sur les "i".

Notre temps exige autre chose que la fondation d'écoles de yoga. On ne peut se contenter de connaître les délices de victoires spirituelles ou corporelles. Tel est pourtant le but sinon l'essentiel de la pensée d'un certain type d'anarchisme qui se rend ainsi la tâche vraiment facile ! On ne peut se contenter de connaître, arrivé à un certain développement de la pensée, ce qui est vrai, ce qui est bon, tandis que continuent les tueries tant spirituelles précisément, que corporelles. Ce sont des faits qu'on n'élué pas à force de jongleries.

Et que l'on comprenne ! Il ne s'agit pas dans ce qui précède d'en prendre au mot la condamnation de ce que nous considérons comme une forme d'auto-éducation (le yoga), d'auto-discipline et de méthode rationnelle pour parvenir à une maîtrise de soi. Mais une fois de plus il s'agit de resituer le véritable problème. En l'occurrence celui de l'Homme conscient qui se libère et libère ; de l'Homme-rebelle ; de l'Homme tout court, qui ne se laisse pas réduire aux subterfuges du temps et des circonstances.

Cette liberté spécifique de l'être humain ne peut être celle qui propose ou émigre dans quelque "au-delà" que ce soit

mais celle qui décide d'engager la lutte et l'engage sur tous les fronts y compris dans cette "jungle" que chacun découvre en soi. Et même cette lutte intime engendre la violence sous peine, à ne pas vouloir l'employer, de se consentir toutes sortes de bonnes raisons de ne pas agir.

Que l'on en convienne également, cela exige une certaine ascèse qui reste à définir, cela suppose que nous ne pouvons comprendre dans ce type humain qu'une fraction des masses, cela laisse entendre ce qu'à défaut d'autre mot on est obligé d'appeler une petite élite, c'est-à-dire un petit nombre d'individus capable de résister à l'automatisme, qui sache tenir en échec le déploiement de la force brute et qu'aucune supériorité matérielle ne fera renoncer à agir en hommes.

Enfin que l'on veuille bien y réfléchir -- beaucoup d'expériences nous y invitent : l'exécution de ce "programme" demeure l'affaire d'une résistance et d'un combat qui n'ont nullement besoin d'être menés à visage découvert.

Ainsi pourrait-on embrasser ce problème qui, se posant dès que l'homme refuse et se révolte, doit trouver sa réponse en en passant nécessairement par des luttes dont la violence qui en résulte est imposée et qui doit avoir son terme dans une certaine forme d'organisation.

IL Y A UNE VIOLENCE DU REVOLUTIONNAIRE QUI EST RIPOSTE à une agression permanente, laquelle est la véritable violence parce qu'elle porte le masque du dogme, de la loi et d'une prétendue nécessité sociale qui se nomme encore contrainte et coercition.

Ces deux violences ont des rapports évidents :  
"La violence révolutionnaire est directement proportionnelle au degré d'autoritarisme d'un Etat considéré et inversement proportionnelle au degré de libéralisme de celui-ci" (Fayolle)

Le réflexe-révolte transformé en riposte révolutionnaire est avant tout force de rupture et acte chirurgical.

Les terreurs les plus sanglantes ont toujours été le fait des réactions. A ce degré fixé, doit-on craindre la violence pour soi-même ou pour les autres ?

Il ne peut y avoir d'autres choix : combattre le régime ou s'y intégrer; s'organiser pour ce combat ou se laisser dissoudre. Prétendre le combattre avec les moyens qu'il "laisse" à la disposition des opprimés, c'est s'intégrer dans son système et amorcer non pas son pourrissement mais le nôtre. On ne peut jouer le jeu du régime à abattre, ni sa guerre.

Pour en revenir à la violence elle demeure un faux problème anarchiste et ceci doit permettre de dégager parmi nous ceux qui sont restés révolutionnaires.

Il faut admettre une bonne fois, même s'il est souhaitable que ceci se passe un peu autrement (et cela dépend des degrés de conscience et de capacités d'auto-organisation des masses ce qui nous renvoie à notre rôle d'éducateurs) que la révolution SERA VIOLENTE et que pratiquement cela SERA UNE NECESSITE.

Il y a un gandhisme digéré par l'occident qu'il faut dénoncer. Comme il y a, à coup sûr, arrivé paradoxalement par le canal de la raison, une tendance issue du christianisme qui persiste à détruire notre énergie, comme il y a également à détruire cette idée d'une raison triomphante et déjà en place, laquelle proclame que la nécessité révolutionnaire s'imposant dans les choses "il suffit d'un beau matin et d'une décision".

De telles ingénuités laissent rêveurs. Nous y voulons simplement voir le fruit d'un long travail désintégrateur semé au gré de circonstances décourageantes par ceux-là mêmes que l'anarchisme prétend combattre.

Que toute la "gauche" s'y soit laissée prendre, c'est du moins une conclusion qui a l'avantage d'être recoupée par ailleurs et dont la confirmation se renouvelle chaque fois que l'on constate l'évident, l'effrayant glissement à droite de toutes les organisations de gauche depuis 50 ans.

Encore une fois, contre une telle perte de substance: il faut savoir choisir. Et ce choix, s'il est hors du Pouvoir, exige une forme d'organisation entièrement nouvelle, exige une vision claire des nécessités.

Ces propos violents sur la VIOLENCE vaudraient contribuer à cette recherche.

# CAMARADE BENJAMIN PÉRET

" ○ BSEQUES nationales", "Mort pour la France", "Parti des Fusillés", "Martyrs de Chicago" : les peuples, les sectes, les tribus, les partis ont du goût pour la nécrologie. Ils savent bien tirer le maximum de profit du moindre cadavre dès lors qu'ils peuvent lui coller l'appellation contrôlée "Français", "P.C.F.", "Ancien du 121<sup>e</sup> de ligne" ...

La presse libertaire, en général, n'échappe pas, hélas ! à cette gymnastique sentimentale-politique, et la place qu'elle consacre aux : "Puisse ton sacrifice n'avoir pas été vain, Albert..." et aux "Les jeunes générations sauront se montrer dignes de ton exemple, Eugène..." aux détriment des articles et études de propagande et d'éducation, témoigne plus du vieillissement du courant anarchiste que de son dynamisme. Tel est, tout au moins, notre point de vue sur la chose.

Pourtant un homme vient de mourir, que nous aimions. Ceux de nos lecteurs qui ne le connaissaient pas doivent savoir qu'ils viennent de perdre un camarade.

Benjamin Péret, poète-militant révolutionnaire, est mort à l'hôpital Boucicaut, à Paris, le 18 septembre 1959.

Bien sûr, Péret est plus connu comme poète surréaliste que comme militant révolutionnaire, mais il fut les deux --indissolublement.

Ceux d'entre nous qui par le surréalisme ont quitté les rivages bourgeois pour venir à l'Anarchie savent ce qu'était Péret poète.

Le Surréalisme, découvert par Breton, Péret et quelques autres en risquant un oeil dans la brèche que la bombe Dada venait de faire dans le mur du conformisme bourgeois, est apparu il y a environ 40 ans.

Péret avait 20 ans alors, 20 ans.

Après avoir pris leurs distances du nihilisme, très vite les surréalistes sont présents dans le mouvement révolutionnaire.

"Ouvrez les prisons ! Licenciez l'Armée !" clament-ils dès le 15 janvier 1925 ("La Révolution Surréaliste", n°2).

Péret est de ceux qui, voulant une application concrète de leurs positions politiques, entrent en 1927 au Parti communiste.

Il est aussi, avec Breton, de ceux, moins nombreux, dont l'éthique révolutionnaire ne peut s'accommoder des zigzags et compromissions du P.C.

Il quittera le parti, y laissant Eluard et Aragon qui y feront leur beurre.

Péret, parallèlement à ses textes poétiques, signe quantité de proclamations du groupe surréaliste :

- Contre l'Exposition coloniale de 1931 alors qu'on vient d'arrêter un militant annamite.
- Pour la solidarité ouvrière internationale avec la révolution espagnole de 1931.
- Contre la rationalisation du travail aux Usines Renault.
- Pour l'unité d'action ouvrière contre le fascisme, le 6 février 1934.
- Etc, etc...

Dès le 20 juillet 1936, Péret est parmi ceux qui apportent leur adhésion totale à la révolution ouvrière espagnole, multipliant les appels à la formation de milices prolétariennes, dénongant la trahison que constitue la "non-intervention".

Enfin, Péret prendra sa place dans les rangs de la Colonne Durruti, deviendra un milicien de la C.N.T.-F.A.I.....

Après la guerre, le groupe surréaliste collabora un certain temps au "Libertaire" de la Fédération Anarchiste. Conjointement à Breton, Schuster, Valorbe, Legrand, etc... qui nous apportaient des textes poétiques ou de critique artistique, Péret nous donnait une étude "La Révolution et les Syndicats" (N°321 à 326 inclus), contribution importante à la compréhension des problèmes ouvriers de l'après-guerre.

Péret y analysait la fonction contre-révolutionnaire des syndicats dégénérés, absorbés par le capitalisme et lui opposait celle, révolutionnaire, des conseils ouvriers élus sur le lieu du travail et révocables à tout instant.

Plus récemment, il avait tenu à nous formuler ses critiques quant à notre n° 7-8 (Le Nationalisme), soucieux qu'il était d'une collaboration constructive des diverses tendances révolutionnaires. (Voir sa lettre parue sous les initiales B.P. dans N. & R. n°9 pp. 89 à 92 incluse).

Péret se réclamait de la tendance marxiste "Communiste de Conseils".

Cela ne peut en aucune façon nous empêcher de le considérer comme étant des NOTRES. (Que l'on ne nous fasse pas l'injure de voir là une tentative d'annexion !).

Des nôtres, moins peut-être parce qu'il avait combattu sous le drapeau noir et rouge en Espagne, que parce que toute sa vie il fut un militant de la liberté, sachant à tout moment en tout domaine, la reconnaître, combattre ses erreurs, en dénoncer ses maqueriaux.

Péret était le type même d'homme dont la révolution a le plus grand besoin. Sans illusions, lucide, il croyait à la Vie, à la "vraie vie", échappant au beau fixe des fanatiques comme à la désespérance des nihilistes. Solide.

Parler de la révolution avec Péret, et votre pessimisme ou votre enthousiasme fondait, se figeait en un lingot de conviction tranquille mais intraitable.

Si Révolution et Poésie étaient pour lui indissolublement liées, c'est que Benjamin Péret voyait dans la poésie "le véritable souffle de l'homme", "la source de toute connaissance et cette connaissance elle-même" ; "On l'appelle ici l'amour, là liberté, ailleurs sciences" disait-il, et en effet c'était grâce à cette conception et au libre exercice de son esprit, qu'en véritable poète il sut avec cohérence et sans défaillance, nous donner l'image d'un homme en qui toute la puissance créatrice et libératrice a pu s'épanouir.



A une époque où, pour un peu ou beaucoup d'argent, des artistes se mettent au goût du jour quel qu'il soit ; où, pour un peu d'"honneurs", des militants ouvriers s'assoient au tapis vert des commissions paritaires ; où, pour une place de "permanent", des révolutionnaires trompent la Révolution en restant au Parti communiste, un gars comme Péret, c'est une bouffée d'air pur.

Car si sa modestie, sa pauvreté, sa dignité l'ont privé des grandes orgues du renom, il n'en demeure pas moins que l'oeuvre poétique de Péret reste l'une des plus belles qui soient.

Et si elle est encore trop peu connue, trop peu reconnue, c'est bien parce que la bourgeoisie et sa presse l'entourèrent d'un mur de silence, sachant que Péret n'était pas du bois dont on fait les Aragon et les Dali...

Plus près de nous, au sein même du mouvement libertaire, quelques "personnalités" "anarchistes" feraient bien de méditer l'exemple de Péret. Lui avait du génie, eux n'ont même pas de talent. Lui ne cultivait pas le "je" comme une plante précieuse. Lui était Ouvrier du Livre (eh ! oui) tandis qu'eux sont parfois petits patrons ou commerçants. Dans les assemblées de militants ouvriers il écoutait, lui, et lorsqu'il intervenait, c'était fraternellement, avec concision et clarté, en camarade... tandis que nos petits "penseurs" cultivent le genre paternaliste, choisissent leurs mots dans le vocabulaire des clercs de notaire, jouent à "l'élite", font les paons...

Oui, Péret, quelle leçon, pour tous ces gens-là ! Mais plus encore quelle source pour nous où aller retrouver, quand l'espoir nous abandonne, avec le goût même de la liberté, la force de lutter pour elle -- toujours et partout.

En vérité, on vous le dit, camarades qui n'eurent pas le bonheur d'approcher Péret : c'était quelqu'un l'autour de "Je ne mange pas de ce pain-là".

Jamais il n'y a touché.

SCHUMACK.

# POUR OUVRIR LE DOSSIER DE LA

R  
E  
V  
O  
L  
U  
T  
I  
O  
N  
—  
O  
N  
  
L  
E  
S  
P  
A  
G  
N  
O  
L  
E

.....  
soudain une voix  
une voix venant de très loin  
une voix désolante  
une voix d'os  
une voix morte  
la voix d'un vieux ventriloque crevé depuis des milliers  
d'années  
et qui dans le fond de sa tombe continue à ventriloquer  
Allô allô Radio-Séville  
Allô allô Radio-charnier  
c'est le général Quiépo micro de Llano qui postillonne  
à la radio  
Pour un nationaliste tué je tuerai dix marxistes... et  
s'il ne s'en trouve pas assez je déterrerais les morts pour  
les fusiller...  
et cette atroce voix cariée  
cette voix pouacre... cette voix nécrologique religieuse  
soldatesque vermineuse néo-mauresque  
cette voix capitaliste

cette voix obscène  
cette voix idéaliste  
cette voix parle pour la vermine du monde entier et la  
vermine du monde entier l'écoute  
et elle lui répond en hurlant

.....  
... au-dessus des Baléares j'ai vu l'été qui s'en allait  
et sur le bord de la mer  
la Catalogne qui bougeait et partout des vivants... des  
garçons et des filles qui se préparaient à mourir et qui  
riaient  
j'ai vu  
la première neige sur Madrid  
la première neige sur un décor de suie de cendres et  
de sang  
et j'ai revu celle qui était si belle  
la jolie fille du printemps  
elle était debout au milieu de l'hiver  
elle tenait à la main une cartouche de dynamite  
ses espadrilles prenaient l'eau  
le soleil qu'elle portait sur l'oreille  
était d'un rouge éclatant  
c'était la fleur de la guerre civile  
la fleur vivante comme un sourire  
la fleur rouge de la liberté  
doucement j'ai volé autour d'elle  
sous son sein gauche son cœur battait  
tout le monde l'entendait battre  
le cœur de la révolution  
ce cœur que rien ne peut empêcher d'abattre ceux qui  
veulent l'empêcher de battre... de se battre... de battre...  
de battre...

Jacques PREVERT

( La Crosse en l'Air ) - 1936

AVANT - PROPOS

La révolution espagnole donne au mouvement anarchiste sa plus grande fierté et lui permet ses plus hauts espoirs. Elle fut le théâtre de ses réalisations les plus révolutionnaires, l'occasion de démontrer ses capacités les plus créatrices. Elle fut aussi le champ de ses plus lourdes erreurs.

Vingt ans ont passé depuis que la dernière page du chapitre a été tournée. Chapitre extraordinairement riche, divers, passionnant de l'histoire des luttes humaines de libération.

Beaucoup d'émotion il y a vingt ans... et puis des thèmes pour romans, deux ou trois films, un tableau célèbre de Picasso... Le lointain souvenir d'horreurs bien dépassées depuis...

Beaucoup de diffamations, quelques justifications personnelles, de l'encens rituel pour les anniversaires...

Très rares les livres en librairie, encore plus rares les travaux sérieux sur ce qu'É fut ce chantier incomparable de la liberté.

Notre but n'est pour l'instant précisément que d'essayer de cerner les oeuvres pouvant nous aider à apprécier la valeur et le sens profond de la Révolution espagnole. Puis nous rendrons compte des plus importantes de ces oeuvres. A commencer dans ce numéro par un des livres qui ont eu le plus de retentissement dans le grand public, celui de G. ORWELL, "La Catalogne Libre".

# la tradition révolutionnaire ibérique

Il est impossible de comprendre la révolution espagnole en ouvrant une étude au 18 juillet 1936, il serait également artificiel d'expliquer cette révolution en commençant avec la pénétration des idées socialistes en général et anarchistes en particulier à la fin du siècle dernier.

Le camarade Atchenko a montré dans "Ravachol" n°1 comment toute étude du mouvement de Makhno en Ukraine devait se référer à la tradition plusieurs fois centenaire des cosaques libres du Dniepr. Ces cosaques rebelles à toute autorité, étatique, féodale ou cléricale, refusait toute séparation de classe, tout racisme, tout nationalisme, pratiquaient le collectivisme, l'auto-organisation et se livraient à des activités guerrières, révolutionnaires se traduisant notamment par des expropriations. --En dernière analyse l'apport original et décisif de l'anarchisme et de Makhno semble être la substitution de l'athéisme à la vague religiosité orthodoxe des cosaques zaporogues.--

"L'ouvrage "parfait", exhaustif, sur le makhnovisme devrait compter trois parties dont l'ordre et les titres seraient les suivants :

- 1°) Histoire de l'Ukraine : la tradition cosaque
- 2°) L'Anarchisme théorique et son influence sur la makhnovchtchina.
- 3°) Makhno, le makhnovisme et la makhnovitchchina (1917-1921)

Alors seulement on pourra considérer le sujet non pas comme épuisé mais comme correctement traité."

("Nestor Makho et la tradition cosaque" - "Ravachol" n°1)

Puisque, comme l'a dit Reclus "la géographie fait l'histoire", la première partie d'un tel ouvrage devrait être d'abord géographique. Elle montrerait peut-être comment les conditions naturelles de la steppe ont influé de façon analogue des sociétés antérieures à l'Ukraine cosaque.

Pour la révolution espagnole il faudrait procéder de façon similaire. Rechercher les continuités géographico-historiques ibériques "verticales" si l'on peut dire, avant les analogies "horizontales" avec les phénomènes contemporains des autres pays (Fascismes, Fronts populaires...).

Sans faire intervenir les éternelles sornettes sur l'âme et le caractère espagnols, il convient de voir que la révolution de 1936 s'inscrit dans la ligne d'une tradition constante et très ancienne.

D'une part le soulèvement de Franco s'apparentait beaucoup moins au fascisme proprement dit, de style mussolinien ou hitlerien, qu'au système ibérique des "pronunciamentos" militaires. Comment expliquer l'élan de ce mouvement sans remarquer qu'à bien des égards il s'agissait de la dernière guerre carliste ? Les volontaires carlistes : les "Requetes" étaient deux fois plus nombreux (80.000) que les fascistes (phalangistes 40.000). Non seulement absence d'un parti fasciste de masse, mais maintien au premier plan des forces réactionnaires séculaires : cléricale et monarchiste. L'appareil autoritaire et centralisateur, qui au cours de l'histoire a tenté de laminer une à une toute liberté, se reconstruit, et l'idée obscurantiste et totalitaire --en un mot typiquement chrétienne-- de croisade est à nouveau à l'oeuvre. L'Espagne est le seul pays où la croisade-reconquête ait "réussi" ; exerçant ses ravages jusqu'à la ruiner définitivement depuis le XIII<sup>e</sup> siècle. Et le mouvement de Franco, par continuation, sera baptisé "Croisade Nationale".

Symétriquement l'ampleur de la résistance antifranquiste doit beaucoup aux facteurs géographiques-historiques : dispersion périphérique des zones viatles en communautés très individualisées et centrifuges : Pays Basque et Asturies, Catalogne et Levant. A ce moment a joué fortement la tendance naturelle à la décentralisation, à l'autonomie, à l'auto-gestion des régions, mais aussi des villes, des corps de métier, des villages paysans. Comment parler de révolution en Espagne sans la relier aux efforts des "Municipios Libres" (Municipes libres), des "Comuneros" (Communeux), des "Germanias" (Fraternités), des "Remensas" (Remuements) pour affir-

mer au cours des siècles leurs droits, leurs "fueros". Rocker dans "Nationalisme et Culture" (Chapitre VI) signale que le syndicalisme espagnol remonte au moins à l'époque mauresque. Même les mots d'ordre les plus révolutionnaires au XX<sup>e</sup> siècle comme la collectivisation des terres avaient en Espagne des racines profondes. Un Joaquin Costa pouvait dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle dans un volumineux ouvrage étudier "Le Collectivisme agraire en Espagne" et son expérience millénaire toujours renouvelée.

En conclusion pour paraphraser Atchenko nous ne pouvons qu'exprimer le voeu que tout ouvrage exhaustif sur la Révolution espagnole soit articulé en trois parties ainsi définies :

- 1<sup>o</sup>) Géographie et histoire de l'Espagne : la tradition libertaire
- 2<sup>o</sup>) L'Anarchisme et son influence en Espagne : l'Internationale, l'Alliance et la C.N.T.-F.A.I.
- 3<sup>o</sup>) La Révolution espagnole 1936-39 et ses réalisations : collectivisations agraires et industrielles.

# essai de bibliographie critique

## 1) L'ESPAGNE

La meilleure initiation à l'étude de l'Espagne, comme de presque tous les pays, c'est dans les livres d'Elisée RECLUS qu'il faut la chercher.

Sur le plan géographique d'abord : sa Nouvelle Géographie Universelle (Tome 1 : "l'Europe Méridionale" paru en 1876) reste l'oeuvre la plus moderne sinon la plus récente, comparée à toutes les collections qui lui ont succédé.

Au point de vue historique aussi c'est dans les 6 volumes de "L'Homme et la Terre" (1905) que l'on trouvera les aperçus les plus riches sur l'Espagne et non dans les nombreuses collections d'histoire universelle qui ont paru depuis et qui restent des histoires des Etats, apologues systématiques de tous les agrandissements, de toutes les centralisations, de toutes les concentrations de pouvoir, monotones défilés de vainqueurs. Depuis Reclus combien sont-ils, ces prétendus historiens, à oublier la vie des peuples, des régions, des campagnes et des villes, leurs aspirations profondes et leurs mouvements de liberté?...

Signalons seulement parmi les oeuvres de première main les monumentales "Histoire d'Espagne" (en espagnol) et "Histoire de la Catalogne" (en catalan) de SOLDEVILLA, auteur plutôt



catalaniste, donc peu enclin à la complaisance vis-à-vis des pouvoirs centraux. Deux ouvrages plus abordables et en français sur l'Espagne moderne : celui du socialiste de gauche V. ALBA "Histoire des Républiques espagnoles" 1868-1946, et celui prostalinien de DRUGUERA "Histoire Contemporaine d'Espagne 1789-1950" publié au C.N.R.S.

Pour les antécédents de la révolution, le travail de base est celui de la camarade Renée LAMBERET : "L'Espagne 1750-1936 chronologie et bibliographie des Mouvements Ouvriers et socialistes" aux Editions Ouvrières à Paris.

Les deux ouvrages en italien du camarade Ugo FEDELI, publiés au Centre Culturel Olivetti, à Ivrea, sont indispensables pour une étude incluant la période de la Révolution : sa "Bibliographie de l'Histoire du Mouvement ouvrier" (1958 --surtout le chapitre consacré à l'Espagne) et "la Révolution espagnole" (1955) aperçu historique) et bibliographie de l'Espagne depuis la chute de la première République (1874).

Sur "le mouvement libertaire espagnol" un seul livre récent, celui en italien du camarade Ildefonso GONZALES (Naples. Editions RL 1953).

## 2) OUVRAGES LIBERTAIRES FONDAMENTAUX SUR LA REVOLUTION.

Quatre livres sur la Révolution ont paru dans le mouvement libertaire ces dernières années mais aucun d'eux en français. Il s'agit chronologiquement de :

- G. LEVAL - "Ni Franco ni Staline (Les collectivités anarchistes espagnoles dans la lutte contre Franco et la réaction stalinienne)", en italien. Milan 1952.
- J. PEIRATS - "La CNT dans la révolution espagnole", en espagnol, 3 volumes. Toulouse 1951-53.
- V. RICHARDS - "Leçons de la révolution espagnole (1936-39)", en anglais. Londres 1953.
- A. SOUCHY - "Nuit sur l'Espagne (guerre civile et Révolution en Espagne)" en allemand. Darmstadt 1954.

Ce sont quatre ouvrages fondamentaux, les seuls pouvant donner une vue d'ensemble avec suffisamment de recul ou esquisser un bilan de la révolution... Ils sont très différents et souvent complémentaires. Ainsi le premier met l'accent sur les réalisations constructives, le second est une mine de documentation historique tandis que le troisième est essentiellement une critique de la politique des organisations libertaires de 36 à 39. Quant au quatrième il mériterait plus d'attention qu'il n'en a reçu jusqu'ici dans le mouvement.

3) T E M O I G N A G E S .

Relativement nombreux sont les témoins qui, peu après avoir quitté l'Espagne, écrivirent ce qu'ils y avaient vu. Parmi les anarchistes ibériques citons trois livres en espagnol :

D.A. DE SANTILLAN (ancien membre anarchiste du gouvernement de Catalogne) "Pourquoi nous perdîmes la guerre" Buenos-Aires - 1940.

J.G. PRADAS "Comment se termina la guerre d'Espagne" New-Yorck 1939

E. DE GUZMAN "Madrid Rouge et Noire" B.Aires 1937.

Parmi la gauche non conformiste :

M. WULLENS "8 jours à Barcelone ville conquise" (avec V. SERGE "Notes sur l'Espagne"). Les Humbles. Paris 1937.

G. ORWELL "Hommage à la Catalogne" Londres 1938, traduit en français sous le titre "La Catalogne libre" N.R.F.

Carlo ROSSELLI (socialiste ayant sympathisé en Espagne avec les Libertaires et tué en France par la Cagoule) dans "Ecrits politiques et autobiographiques" en italien Naples 1944.

Parmi la gauche socialiste, trois bons livres en anglais :

F. BROCKWAY (député travailliste) "La vérité sur Barcelone" Londres 1937.

F. BORKENAU "L'arène espagnole" Londres 1937

G. BRENNAN "Le labyrinthe espagnol" Londres 1943.

Parmi les républicains :

I. PRIETO (socialiste de droite qui quitta le gouvernement en 1938 pour ne pas s'aligner sur le P.C.) "Comment et pourquoi je suis sorti du Ministère de Défense Nationale" Paris 1939. en espagnol.

S. CASADO (colonel républicain qui arrêta le putsch de dernière heure du P.C. en 1939) "Les derniers jours de Madrid" Londres 1939, en anglais.

V. ROJO (général "géographiquement loyal" qui plus tard visitera l'Espagne de Franco) "Alerte aux peuples ! (étude politico-militaire de la période finale de la guerre d'Espagne)". B. Aires 1939, en espagnol.

W. CARILLO "L'ultime épisode de la guerre civile espagnole" Jeunes-

ses socialistes 1939, en espagnol.

P. NENNI (chef socialiste italien pro-stalinien jusqu'en 1956) "Espagne", traduit en français en 1959 : "La guerre d'Espagne", récit écrit en 1942 et articles datant de la guerre d'Espagne.

Clara CAMPOAMOR (républicain de droite) "La révolution espagnole vue par une républicaine" Paris 1937

Louise DELAPREE "Le martyr de Madrid" 1937.

#### 4) ECRITS DE COMBAT.

Très nombreux sont les écrits de l'époque mais d'intérêt assez inégal car souvent polémiques.

a) Compte-rendus des Congrès et plenums de la CNT-FAI, notamment en espagnol :

Congrès National de la CNT- Saragosse, mai 1936

Plenum économique national de la CNT - Barcelone

Plenum péninsulaire de la FAI - Valence, juillet 1937

Matériel de discussion pour les militants de la C.N.T., Brighton 1955/56

b) Compte-rendus publiés à Valence des quatre ministres anarchistes après leur démission :

F. MONTSÉNY - "Mon passage au ministère de la Santé".

Garcia OLIVER - "Ma gestion au front du ministère de la Justice"

J. LOPEZ- "Six mois au ministère du Commerce".

J. PEIRO - (livré par Pétain à Franco qui le fit exécuter) "De la vitre-rie de Mataro au ministère de l'Industrie".

c) Journaux anarchistes d'Espagne : une soixantaine à l'époque.

d) Publications libertaires destinées à l'information extérieure :

-C.N.T. : Un an de guerre en Espagne - Paris 1938, en français.

-C.N.T. : Trois ans de lutte en Espagne (36/39)- Londres 1939, en anglais

-La C.N.T. et les événements sanglants de Barcelone pendant les journées des 3-6 mai - Paris 1937, en français.

Périodiques :

"Bulletin d'Information CNT-FAI", Barcelone, en espagnol, anglais ou italien.

"Timon", Barcelone 1938, Buenos-Aires 1939/40, en espagnol.

"L'Espagne et le Monde", Londres, en anglais.

"Le Bulletin du Travail", New-York, en anglais.

"Espagne Nouvelle" et "Cahiers de Terre Libre", Paris, en français.

e) Etudes et brochures écrites par des militants sur des questions de programme et des problèmes de réalisation; citons : I. PUENTE (Le

Communisme libertaire); J. PEIRO (Problèmes de syndicalisme, etc...); J.G. PRADAS (L'Espagne, colonie de son armée, Crise du Socialisme, etc...); D.A. DE SANTILLAN (Après la Révolution), etc...

Généralement en espagnol, ce sont les principaux efforts de théorisation, d'application et d'actualisation des idées anarchistes.

f) Brochures consacrées à DURRUTI (R. Sanz) à sa vie (en plusieurs langues) à l'énigme de sa mort (Ariel) à Durruti et Ascaso (S.C. Cervantes) à Durruti, Ascaso et Jover, aux militants tombés dans la lutte (Bordeaux 1944).

g) Brochures de militants étrangers venus généralement participer à la révolution, publiés à Barcelone, Paris, Londres, New-York ou Stockholm.

--les Allemands : A SOUCHY (La tragique semaine de mai; Avec les paysans d'Aragon; Espagne; Collectivisations), R. ROCKER (La vérité sur l'Espagne; la tragédie de l'Espagne; Etrangers en Espagne).

--les Américains : M. SARTIN (Berneri en Espagne), M. DASHER (Le mouvement révolutionnaire en Espagne).

--les Italiens : C. BERNERI (Mussolini à la conquête des Baléares; Guerre de classes en Espagne; Pensée et Bataille), Luce FABRI (Les anarchistes et la révolution espagnole).

--les Français : A. PRUDHOMMEAUX (Catalogne 36/37 réédité en 1955: Espagne libertaire), P. GANIVET (A. DAUPHIN-REUNIER) (Le problème espagnol, 1946).

--les Suédois : A. JENSEN (Visa pour l'Espagne; Pourquoi est tombée Barcelone), I. FALUDI (La lutte du peuple espagnol).

h) Les périodiques ont consacré à plusieurs reprises des numéros spéciaux à la révolution espagnole. Parmi eux signalons dans le "Crapouillot" sur l'Anarchie : "Espagne Rouge et Noire" de J. BERNIER, deux numéros spéciaux d'Esprit" (en Avril 1937 et en septembre 1956), un numéro de "Témoins" (Printemps-Eté 1956).

Dans la presse libertaire espagnole les numéros commémoratifs sont plus fréquents, le dernier étant le "Cenit" de juillet 1959.

Enfin les allocutions prononcées au cours d'un meeting public de solidarité avec la résistance espagnole en 1953 par notamment A. BRETON, A. CAMUS, I. SILONE et d'autres traduites en italien et éditées en une brochure "Espagne indomptée" Editions RL à Naples.

5) TOTALITARISMES MARXISTE ET FASCISTE.

Les manoeuvres marxistes en Espagne remontent à Marx écrivant avec Engels leur "Contre l'Anarchisme" et Engels "les bakouninistes au travail". Au sujet de cette lutte entre marxistes et bakouninistes en Espagne, voir les deux ouvrages en espagnol de Max NETTLAU "Michel Bakounine, l'Internationale et l'Alliance en Espagne 1868-1873" B.-Aires 1925 et "Documents inédits sur l'Internationale et l'Alliance en Espagne" B.-Aires 1930.

Dans la subtile sophistique trotskiste mentionnons L. TROTSKY "Leçons d'Espagne" (articles écrits de 1930 à 1936) et F. MORRON "Révolution et contre-révolution en Espagne", N. Yorck 1938 en anglais.

Du côté stalinien toute la série des falsifications méthodiques habituelles : J. HERNANDEZ et COMORERA (L'Espagne s'organise pour la victoire); J.R. CAMPBELL (Les critiques gauchistes d'Espagne); F. JELLINEK (La guerre civile en Espagne); D. IBARRURI - PASIO-MARIA (La guerre d'Espagne); un numéro spécial de la "Nouvelle Critique" (mars 1959), etc..., etc...

Sur le jeu de sape des agents soviétiques pendant la révolution les témoignages ne manquent pas :

D'abord ceux des responsables eux-mêmes : le général soviétique (transfuge) KRIVITSKY dans son livre : "Agent de Staline" Paris 1940 et celui de l'extrémiste communiste J. HERNANDEZ "Je fus ministre de Staline", (traduit : "La grande trahison").

Puis témoignage de ceux qui virent la terreur stalinienne à l'oeuvre en Espagne : BORKENAU (L'Internationale communiste); DEWAR (Assassins en liberté); J. GORKIN (Cannibales politiques); J. MAC GOVERN (Terreur en Espagne); M. OLLIVIER ("Le guépéou en Espagne", coll. Spartacus); J.A. RICO (En la domination du Kremlin).

Enfin le socialiste ARAQUISTAIN (Le communisme et la guerre d'Espagne: les accords avec les communistes) et l'anarchiste J. G. PRADAS (La trahison de Staline; Russie et Espagne).

Sur la fin misérable de l'émigration espagnole en URSS lire "Karaganda, la tragédie de l'antifascisme espagnol", CNT 1948, et de l'ancien général communiste EL CAMPESINO "La vie et la mort en URSS 1939/49", Paris 1948.

Sur la conduite des chefs socialistes qui firent au pouvoir le jeu des communistes voir : "L. CABALLERO dénonce la trahison du P.C. espagnol", B. Aires 1937, "NEGRIN et PRIETO coupables de haute trahison" propagande España, B. Aires 1938 et de M. MUNOS "deux conduites: Indalecio Prieto et moi".

Du point de vue franquiste : le reportage d'Allison SPEERS "Catalonia Infelix", Londres 1937; "Les leçons de la guerre d'Espagne" du général DUVAL, chez Plon; Les "Documents pour l'Histoire" du Service Historique Militaire, Madrid 1945; L'"Histoire de la seconde République" de J. PLA, Barcelone 1940.

#### 6) REFLETS LITTERAIRES - ET ARTISTIQUES.

Nous ne prétendons pas maintenant faire le tour de toutes les oeuvres littéraires ou artistiques inspirées hors de la péninsule par le drame espagnol, mais procéder à un simple rappel de celles qui nous ont frappé le plus.

C'est sans doute A. KOESTLER qui a le mieux exprimé les souffrances de la guerre en Espagne (Un Testament espagnol) et de ses suites en France (La lie de la Terre). Puis l'indignation de G. BERNANOS (Les grands cimetières sous la lune), les récits de DOS PASSOS (Introduction à la guerre civile), Stephen SPENDER (Un monde dans le monde) et MAURA (Fière Espagne). Signalons quelques notes de SAINT-EXUPERY dans ses "carnets" et les quelques vers de PREVERT dans "Paroles" que nous citons en tête de cette étude. Sur l'Espagne vingt ans après, de Richard WRIGHT : Espagne Patenne.

Enfin, nous ne pouvons quitter la littérature sans citer le misérable roman d'aventure d'HEMINGWAY (Pour qui sonne le glas) et celui qui relèverait plutôt du journalisme le plus superficiel et le plus frelaté de MALRAUX (L'Espoir).

Sur le plan cinématographique, sont à mentionner : le bouleversant "Guernica" de A. RESNAIS inspiré par le tableau de PICASSO, le bon "Terre d'Espagne" du prosoalinien Joris IVENS et le fasciste "Alcazar" de GENINA. Et aussi "Espoir" de MALRAUX, peut-être moins mauvais que le livre. Quant à "Pour qui sonne le glas" le film passe encore en ignominie le roman.

J. P R E S L Y.

# le témoignage de

## G. ORWELL

" LA CATALOGNE LIBRE 1937-37 " (NRF 1955)

○ ORWELL arrive à Barcelone pour quelques jours.

"On était en décembre 1936... les anarchistes avaient toujours effectivement la haute main sur la Catalogne et la révolution battait son plein... C'était bien la première fois de ma vie que je me trouvais dans une ville où la classe ouvrière était en selle... Des êtres humains cherchaient à se comporter en êtres humains et non plus en simples rouages de la machine capitaliste..." (p.12 et 16).

Saisi par cette atmosphère, il s'engage dans les milices et est envoyé sur le front d'Aragon.

"J'étais tombé plus ou moins au hasard dans la seule communauté de quelque importance de l'Europe occidentale où la conscience de classe et le refus d'avoir confiance dans le capitalisme fussent des attitudes plus courantes que leurs contraires". (p. 107)

Au bout de quatre mois, blessé, il est envoyé à l'arrière;

"A présent, tout revenait à l'état normal. Les restaurants et les hôtels chics étaient remplis de gens riches qui dévoraient des repas coûtant cher..."

Républicains et communistes avaient rétabli le capitalisme à l'arrière tandis que les révolutionnaires étaient toujours occupés au front, dans un autre monde déjà anachronique :

"Le général et le simple soldat, le paysan et le milicien continuaient à s'aborder en égaux, tous touchaient la même solde, étaient vêtus et nourris de même, s'appelaient "camarades" et se tutoyaient. Il n'y avait pas de classe de patrons ni de classe de domestiques, il n'y avaient plus de mendiants, de prostituées, d'hommes de loi, de prêtres, de lécheurs de bottes, plus de saluts militaires obligatoires" (p.257)

Recommandé par la gauche travailliste anglaise Orwell avait choisi pour combattre un régiment du P.O.U.M. : parti marxiste non stalinien qui devint la première cible des attaques calomnieuses et furieuses dont les staliniens ont le secret. Le mouvement libertaire étant trop important pour que le P.C. n'ose jamais l'attaquer de front.

Alors Orwell assiste aux journées de mai 1937 au cours desquelles les staliniens au pouvoir essayent à Barcelone de désarmer et de chasser des locaux qu'ils occupaient les syndicats ainsi que les formations politiques n'adoptant pas à leur égard une attitude servile.

Finalement, les staliniens réussissent et assoient leur domination sans partage.

Il ne restait plus à Orwell qu'à quitter l'Espagne avant que la police stalinienne ne le liquide avec tous ceux qu'il lui plait de dénoncer comme des opposants passés, présents ou futurs.

Orwell écrit son livre (en anglais "Homage à la Catalogne") sitôt rentré en Angleterre : C'est le récit d'un combattant obscur de première ligne : les tranchées, les barricades (en 230 pages). C'est enfin deux appendices ("Les Dissensions entre les partis politiques" - "Ce que furent les troubles de mai à Barcelone") de 70 pages au total, un essai d'analyse de ces événements en partant de toute la documentation internationale dont l'on pouvait disposer en 1937. Ce sont ces dernières pages qui nous intéressent surtout ici bien que le récit proprement dit soit un des textes les plus directement émouvants sur ce que peut-être l'atmosphère d'une authentique révolution à notre époque.

Pour Orwell, si les anarchistes ont certainement sauvé la situation dans les deux premiers mois (Août-septembre 1936), c'est l'action du P.C. qui en octobre-décembre a permis de maintenir les résultats militaires acquis.

Cependant dès ce moment le P.C., qui a la main-mise sur le gouvernement, garde les armes existantes comme celles qui arriveront, et, ainsi, empêche l'Offensive d'Arragon en laissant les milices fixées, immobilisées, impuissantes dans leur secteur excentrique.



que. Par contre toutes les fournitures et tous les soins seront canalisés vers l'"Armée populaire" en formation à l'arrière et qui sera entre les mains du gouvernement un corps d'élite complètement militarisé, instrument docile du maintien de l'ordre.

Deux conceptions s'opposent parmi les anti-fascistes celle des anarchistes (CNT-FAI), du P.O.U.M. et de la gauche socialiste : extension du pouvoir ouvrier direct et de la révolution. Celle du P.C., de la droite socialiste et des libéraux: gouvernement centralisé, armée militarisée, défense de la république bourgeoise, arrêt de la révolution.

Particulièrement en Catalogne les classes moyennes : boutiquiers, fonctionnaires, officiers, paysans, aisés affluent dans les rangs du P.C., seul rempart solide contre la collectivisation des usines, des terres, des services publics, de la distribution.

"La guerre fut essentiellement une lutte triangulaire. Il fallait continuer à se battre contre Franco mais simultanément le gouvernement poursuivait un autre but: reconquérir le pouvoir que pouvaient encore tenir les syndicats... On pouvait toujours mater les ouvriers par le moyen d'un argument qui se laisse aisément deviner tant il va de soi : "il faut que vous fassiez ceci, cela, et le reste, ou sinon nous perdrons la guerre". Et chaque fois, inutile de le dire, il se trouva que ce qu'exigeaient les nécessités militaires c'était l'abandon d'une parcelle de ce que les ouvriers avaient conquis pour eux-mêmes en 1936... Les anarchistes, seul parti révolutionnaire suffisamment nombreux pour exercer un rôle important, furent amenés à céder point par point... On mit un obstacle au progrès de la collectivisation, on se débarrassa des comités locaux, on supprima les patrouilles d'ouvriers et l'on remit en exercice les forces de police d'avant guerre, largement renforcées et puissamment armées; et les diverses industries de base qui avaient été sous le contrôle des syndicats passèrent sous la direction du gouvernement (la saisie du Central Téléphonique de Barcelone qui a été à l'origine des troubles de Mai fut un épisode de ce processus); enfin, le plus important de tout, les milices ouvrières levées sur la base des

"syndicats furent graduellement dissoutes et réparties dans la nouvelle Armée populaire, armée "non politique", de conception semi bourgeoise comportant des différences de soldes, une caste privilégiée d'officiers, etc... Etant donné les circonstances à cette date, ce fut vraiment là le pas décisif; il fut franchi en Catalogne plus tard que partout ailleurs, parce que c'était là que les partis révolutionnaires étaient les plus forts. Il était évident que la seule garantie que les ouvriers pouvaient avoir de conserver leurs conquêtes, c'était de garder quelques unes des forces armées sous leur propre direction. Comme pour le reste c'est au nom des exigences militaires que la dissolution des milices fut ordonnée, et personne ne nia qu'une totale réorganisation militaire fût nécessaire. Il eût été tout à fait possible cependant de réorganiser les milices, de les rendre plus aptes à leur tâche, tout en les laissant sous le contrôle direct des syndicats ; mais à la vérité ce changement avait pour but principal d'empêcher les anarchistes d'avoir leur armée à eux. Et puis l'esprit démocratique des milices en faisait des terrains propices à la croissance des idées révolutionnaires. Les communistes ne l'ignoraient pas et ils ne cessaient d'invectiver âprement contre le principe défendu par le P.O.U.M. et les anarchistes de solde égale pour tous sans distinction de grades. Ce fut une "bourgeoisification" générale qui eut lieu, une destruction délibérée de l'esprit égalitaire des tous premiers mois de la révolution". (p. 242-244).

Ceci pour le sabotage à domicile de la révolution. A l'extérieur d'autres traits sont indiqués par Orwell : l'action économique (grèves et boycott) des travailleurs étrangers fut évitée par les Partis Communistes et Socialistes étrangers soucieux de ne pas gêner les gouvernements et le capitalisme, de dissimuler comme intempestifs tous les aspects révolutionnaires de la guerre et de limiter toute action internationale au plan inter-étatique.

Des raisons identiques (ne pas mécontenter la République impérialiste française) amenèrent le gouvernement républicain espagnol à ne rien tenter pour l'émancipation du Maroc espagnol et le soulèvement des "Maures". "La meilleure occasion stratégique de la guerre fut donc négligée dans le vain espoir d'apaiser le capitalisme français et britannique" (p. 262) --(Rappelons que Berneri dès octobre 1936 avait préconisé l'abandon du Maroc).

Dans ces conditions les raisons de combattre Franco baissaient et dans les territoires qu'il occupait aucun mouvement ne se fit sur ses arrières.

De plus en plus deux gouvernements capitalistes s'affrontaient avec des masses passives de conscrits.

De ces deux gouvernements celui qui se dit antifasciste comprend des républicains libéraux, des socialistes, des communistes et des anarchistes.

"Parmi les partis du côté gouvernemental, les communistes ne se trouvaient pas à l'extrême gauche mais à l'extrême droite"(p.244).

Les communistes étant les plus zélés dans la déprolétarianisation du système républicain poursuivaient de leur rancune particulière le P.O.U.M. dont les dirigeants étaient d'anciens membres de l'Internationale Communiste et n'eurent de cesse qu'ils les eurent supprimés comme étaient supprimés à la même époque les compagnons de Lénine. (Procès de Moscou).

Déjà en décembre 1936 le dernier ministre du P.O.U.M. avait été chassé du gouvernement de Catalogne.

La deuxième étape fut franchie à la suite des journées de Mai. Orwell affirme (p. 205) que le P.O.U.M. n'avait pratiquement pas d'organisation clandestine et que ses leaders étaient furieux (p. 140) d'être entraînés dans la bagarre déclanchée par la tentative de la police (Garde civile) d'attaquer la Telefónica occupée par les syndicats (Lundi 3 mai) qui déclanchent la grève générale.

Cependant les cars de patrouille anarchistes distribuent les munitions, les barricades s'élèvent. L' "Armée Populaire" reste neutre.

"les ouvriers étant descendus dans la rue les leaders du P.O.U.M. adoptèrent de façon assez pédantesque la ligne de conduite marxiste qui veut que, lorsque les ouvriers descendent dans la rue ce soit le devoir des partis révolutionnaires d'être à leurs côtés" (p. 271)

idem pour le tout petit groupement des trotskistes "il réclamait que l'on fît ce que l'on était déjà en train de faire".

Orwell signale aussi le texte publié par le groupe anarchiste des "amis de Durruti" ayant réclamé la création d'une Junte révolutionnaire.

Mais alors que le 4 mai le journal des anarchistes "Solidaridad Obrera" protestait contre "l'odieuse provocation" qu'était l'attaque de la Telefónica, le 5 mai le même journal recommandait de reprendre le Travail pendant que "la Batalla" organe du P.O.U.M. demandait de rester aux barricades. Le 6 mai : armistice puis reprise des hostilités et finalement le lendemain fin des combats.

Que s'était-il passé ?

Selon Orwell (qui n'a que l'on sache, pas été démenti) 1 croiseur et 2 contretorpilleurs britanniques avaient cerné le port de Barcelone tandis que d'autres navires prenaient la même direction "pour protéger les intérêts britanniques" (formule de la presse anglaise)

"... le gouvernement britannique qui n'avait pas remué le petit doigt pour sauver de Franco le gouvernement espagnol ne manquerait pas d'intervenir pour le sauver de sa propre classe ouvrière" (p. 270)

Le gouvernement républicain alors à Valence avait aussi agi et envoyé 6.000 gardes d'assaut qui débarquent pour occuper Barcelone le soir du 7 mai.

Nous savons d'autre part combien la diplomatie des ministres "anarchistes" fut utile au gouvernement pour sa reconquête de Barcelone --montrant, comme si cela était nécessaire, qu'un anarchiste devenu ministre c'est un ministre de plus et un anarchiste en moins.

Ce qui n'empêchait pas les agents russes de déclarer à la presse étrangère que tout cela était un complot anarchiste.

Les prisonniers des anarchistes furent relâchés, non ceux de la Garde Civile.

Les locaux fortifiés des syndicats furent l'objet de perquisitions, leurs armes saisies, les barricades détruites sauf celles des communists. La censure s'instaura : "La Batalla" était presque blanche, les organes socialistes furent épargnés. Les arrestations se multiplièrent surtout dans les Brigades internationales et les Milices.

Une semaine après, Caballero, socialiste de gauche était remplacé à la tête du gouvernement par Negrin, socialiste de droite infiniment plus docile aux staliniens et les syndicats C.N.T.-F.A.I. et U.G.T. quittaient le gouvernement avec les socialistes de gauche.

Après cela le champ était libre pour la répression stalinienne; les 15- 16 juin le P.O.U.M. était dissout, ses militants arrêtés avec son chef Andrés Nin qui disparaissait en "prison modèle" ainsi que Kurt Landau socialiste autrichien (et Camillo Berneri, le plus en vue des penseurs anarchistes, était assassiné).

La guerre d'Espagne avec sa participation internationale fournissait l'occasion d'entreprendre la liquidation des opposants au stalinisme.

Les événements de mai furent-ils prémédités par la police stalino-bourgeoise sûre d'elle-même ?

Orwell rappelle le reportage paru le 14 mai dans le "New-Statesman" suivant lequel Companys, Président de la Généralité

(Gouvernement de Catalogne) interrogé quelques jours avant les journées de mai avait répondu en riant que les anarchistes encaisseraient comme ils avaient encaissé le reste.

En fait les anarchistes ont-ils encaissé le coup ?

"Il est des cas où il vaut mieux être vaincu après avoir lutté que ne pas lutter du tout" (p. 268).

Orwell ne nous en dit guère plus et cela suffit. De même lorsqu'il semble conclure (p.262):

"Peut-être le mot d'ordre du P.O.U.M. et des anarchistes "la guerre et la révolution ne doivent pas être séparées" était-il moins le fait d'un songe creux qu'il ne le paraissait tout d'abord!"

Ce témoignage est de poids. Et il faudrait en citer beaucoup d'autres de cet esprit sincère et clairvoyant entraîné dans la tragédie de notre temps qui prépare "1984":

Et pourtant ces avertissements sont de 1937...

"Cette alliance comme sous le nom de Front Populaire est essentiellement une alliance d'ennemis et il semble bien qu'elle ne puisse jamais terminer autrement que par l'un des partenaires avalant l'autre... le communisme officiel doit être tenu, actuellement en tout cas, pour une force antirévolutionnaire... La clef de la conduite du parti communiste dans chaque pays est donnée par les rapports d'ordre militaire existants ou possibles de ce pays avec l'U.R.S.S." (P. 244-45)

On comprend alors qu'il n'y a rien à voir entre cela et le but révolutionnaire de ceux qui en juillet 1936 combattirent pour autre chose que "sauvegarder la démocratie capitaliste qui ne représentait rien de plus à leurs yeux, surtout à ceux des anarchistes, qu'un appareil centralisé d'escroquerie" (p. 236).

Les communistes se retrouvaient d'accord avec toute la bourgeoisie des démocraties occidentales pour rayer la révolution espagnole.

"Et puisqu'il fallait écraser la révolution cela simplifierait grandement les choses de prétendre qu'il n'y avait pas eu de révolution" (p. 238)

"Ce qui avait eu lieu en Espagne, en réalité ce n'était pas simplement une guerre civile mais le commencement d'une révolution. C'est ce fait là que la presse antifasciste à l'étranger avait pris tout spécialement à tâche de camoufler" (p. 237).

Terminons par cette réflexion sans écho semble-t-il du soldat Orwell :

"Je crois que les pacifistes gagneraient à illustrer leurs brochures de photos agrandies de poux... A la guerre TOUS les soldats sont pleins de poux du moins dès qu'il fait suffisamment chaud"(p.70)

# LE MYTHE DES CONSEILS OUVRIERS CHEZ TITO

Dédié à nos braves  
cocus de la Gauche...

Introduction - La révolution hongroise de 1956, le soulèvement de Berlin, les événements de Pologne et, d'une façon générale, les échecs du stalinisme aussi bien en Europe Orientale qu'Occidentale, ont remis le problème des conseils ouvriers au premier plan de l'actualité révolutionnaire.

Il n'est pas dans notre propos de tracer l'histoire des Conseils ouvriers, que l'on retrouve déjà sous la Révolution française dans les Conseils de communes, au cours de divers mouvements révolutionnaires de 1848, puis, sous la Commune, jusqu'au premier soviet des usines POUTILOV à Pétersbourg en 1905, le premier congrès des soviets en juin 1917, les soviets de Kronstadt contre la dictature bolchevique en 1921, les "république des conseils" à la fin de la première guerre mondiale en Hongrie, en Allemagne, en Autriche, aux deux extrémités de l'Adriatique : à Pola et à Cattaro, en Espagne et en Chine, pour assister au dernier sursaut, en 1956, à Budapest.

On va nous faire observer que nous oublions dans cette énumération les conseils ouvriers yougoslaves.

Il ne s'agit pas, avouons-le tout de suite ! d'un oubli : pour nous, la création de "conseils ouvriers" par le gouverne-

ment yougoslave ne représente qu'une nouvelle mystification de la classe ouvrière par la bureaucratie. Dangereuse :

-- pour les ouvriers yougoslaves, chez qui elle compromet une institution révolutionnaire, restée -- jusqu'à présent -- "propre" (on pouvait opposer au Parti l'idée des conseils ouvriers).

-- pour "une certaine gauche européenne" qui s'accroche à "l'exemple yougoslave" et au slogan du gouvernement de Tito : "le transfert des usines aux ouvriers !" comme à la seule solution restée encore possible entre le capitalisme et le stalinisme.

Ce pourquoi il est important d'examiner le contenu réel de l'"expérience yougoslave" et ses conséquences.

"Standing" de vie où le socialisme passe par le ventre - C'est avec la

loi du 1<sup>er</sup> avril 1952 que le nouveau système des salaires est entré en vigueur dans toutes les entreprises économiques en Yougoslavie. Jusqu'à cette date, les salaires étaient fixés par décret gouvernemental.

La création d'une industrie nouvelle des biens de l'équipement, les investissements chaque année renouvelés ont servi surtout à la croissance et renforcement de l'appareil bureaucratique, de l'Etat, de la "nouvelle classe". Cet effort se traduisait pour la classe ouvrière par la diminution continue du niveau de vie et de la consommation à environ quatre ou cinq fois au-dessous du standard de vie, déjà pas très brillant, des ouvriers en France. Pour la paysannerie, l'"édification socialiste" voulait dire le rachat obligatoire, à des prix dérisoires, des 82 % de leurs produits par l'Etat. Cette politique a mené le pays à la catastrophe économique. Après la rupture du P.C.Y. avec Moscou, la classe dirigeante, libérée de l'obligation d'exécuter docilement les directives soviétiques dans l'organisation et l'économie de l'Etat, s'est vu obligée de faire des concessions importantes aussi bien à la paysannerie qu'à la classe ouvrière. C'est ainsi que les paysans ont reconquis la liberté de décider librement la nature de leur production, et le rachat obligatoire de leurs produits fut progressivement abandonné.

La concession consentie à la classe ouvrière était la création des conseils ouvriers d'usine. La propagande officielle affirme que les ouvriers eux-mêmes décident du montant de leurs salaires et de la distribution des revenus des entreprises économiques. Cette participation ouvrière à la gestion des entreprises devait mettre fin à l'abaissement continu du standard de vie des ouvriers. Car c'est là, finalement, la question : Qu'est-ce que le gouvernement nous offre comme moyen pour sortir de cette situation misérable ? Est-ce que la "participation ouvrière à la gestion des entreprises" mettra fin à l'abais-

sement continu du standing de vie des ouvriers ?

Le revenu national ou l'inégalité des tranches du gâteau - C'est la Loi qui fixe chaque année le plan pour l'ensemble de la production et de la distribution des biens dans l'Etat yougoslave. C'est donc le Parlement qui en décide en définitif, après une vague consultation des syndicats, coopératives, etc... Il est vrai que le Plan ne fixe pas la nature et les quantités des produits à fabriquer, à livrer, mais le "minimum obligatoire de l'utilisation des capacités productrices". Ce "minimum" est pour l'agriculture de 105 %, pour arriver à la production prévue et payer les plans chimériques de transformation magique d'un pays agricole en un pays hautement industrialisé -- investissements : 17,7 % du revenu national net -- et pour apporter la tranquillité d'esprit à la nouvelle classe dirigeante -- l'armée, l'armement, l'administration d'Etat : 45,4 % du revenu national net... La part des salariés dans tout cela ? Eh bien ! dans le revenu produit par l'industrie et la production minière, pour ne citer que cet exemple, elle n'est que de 14,9 %. Cette part est fixée à l'avance par le plan qui, en dehors du "minimum d'utilisation", fixe le fonds global de salaires à dépenser pour ce degré d'utilisation. Le premier élément pour déterminer le fonds des salaires sont les normes de production et l'optimum du personnel : combien d'ouvriers et d'employés sont indispensables pour faire "tourner" l'entreprise à X % de sa capacité productrice ?

En fixant d'avance le degré d'utilisation des entreprises, l'Etat détermine la qualité et le volume de la production.

En fixant le fonds global des salaires, l'Etat s'assure que la consommation et le standard prévus pour les salariés ne seront pas dépassés. A l'intérieur de ce fonds global, les salariés le répartissent entre eux comme bon leur semble et arrivent gentiment à une sorte d'auto-exploitation et, même, d'auto-punition (nous citons "BORBA") :

"Le fonds global des salaires (la somme payée à l'ensemble du personnel) sera diminué par chaque absence de travail non justifiée... cela veut dire que le collectif entier doit se dresser contre ceux de ses membres qui essaieraient de diminuer le fonds commun des salaires en provoquant des frais injustifiés..."

Toute la classe <sup>ouvrière</sup> yougoslave devrait se transformer en "pointeau", en garde-chiourme, en contre-maître... Car le mot



d'ordre général est : "Diminution des prix de revient" ou, plus méchamment, " nous ne voulons pas partager les gains avec des paresseux !". En effet, les salaires sont fixés de telle façon qu'ils permettent à peine aux salariés de satisfaire leurs besoins les plus élémentaires. Mais ces salaires n'étant qu'une partie seulement du revenu d'un salarié, on lui fait miroiter la possibilité de recevoir la deuxième tranche, puisée dans le fonds global. C'est le bilan de l'année d'une entreprise qui doit faire ressortir la participation de chacun dans la distribution des gains. Le moyen le plus simple d'arriver à l'augmentation de la rentabilité de l'entreprise est la diminution des prix de revient et l'augmentation de la productivité de chaque ouvrier. En réalité, toutes ces mesures se font au détriment de l'ouvrier, aggravent les conditions dans lesquelles il travaille et demandent un effort aussi bien physique que psychique toujours plus grand. D'autant plus, que le chemin est long entre la chaîne de production et le bureau directorial où on "partage" les bénéfices... Long, et il passe par la caisse d'Etat qui couvre les "charges sociales" en prélevant sur les recettes brutes des entreprises. Sous la dénomination "charges sociales" on n'entend pas les allocations et assurances sociales, mais TOUTES les dépenses prévues par l'Etat pour couvrir tous les frais de son administration, de l'armée et des investissements. Avant, donc, de pouvoir toucher la deuxième tranche de leurs salaires, c'est-à-dire la participation aux gains de l'entreprise, les ouvriers yougoslaves doivent réaliser par la vente de leurs produits : le montant de leur salaire et le montant de leur contribution à la Caisse d'Etat, sous forme de "charges sociales". Il est évident que les entreprises calculent leurs prix "charges sociales" incluses. Peut-on se permettre d'offrir des prix compétitifs (le marché yougoslave est un MARCHÉ LIBRE) dans lesquels est incluse une charge si lourde ? Les risques d'une mauvaise conjoncture, l'ouvrier yougoslave les partage avec son employeur --l'Etat-- ou, tout au moins, avec le Ministre des Finances dont il devient complice dans l'affaire... si on en croit la loi du 1er avril 1952...

Ce qui est certain, c'est que plus une entreprise est développée techniquement, plus son pourcentage des charges est élevé et plus son collectif ouvrier se verra dans l'obligation de diminuer les fonds des salaires, s'il veut lutter avec la concurrence. Cette trouvaille des "communistes" yougoslaves obligeant les ouvriers à baisser eux-mêmes leurs salaires ne manque pas de pittoresque ! Qu'en pensent les "titistes" occidentaux ?

Et la plus-value ? - Eh bien ! elle a changé de nom... cela s'appelle en Yougoslavie "socialiste" la "tranche de l'Etat". Voilà ce qui est franc et précis. Les valeurs nouvelles créées par le tra-

vail se répartissent donc en deux tranches : fonds des salaires (tranche ouvrière) et la plus-value (tranche de l'Etat). D'ailleurs, l'entreprise, totalement privée de moyens financiers, est effectivement contrôlée par l'Etat, et ses avoirs ne sont que des chiffres dans la comptabilité de la Banque d'Etat. Si la loi du 1<sup>er</sup> avril 1952 prétend que les ouvriers yougoslaves ont une part dans la gestion du capital industriel du pays, elle ne peut pas cacher qu'il n'ont rien à dire dans la gestion du capital financier, qui domine totalement le premier. Et la participation de l'Etat dans la répartition de la plus-value créée par l'augmentation non planifiée de la production est assurée par un impôt spécial que l'entreprise qui dépasserait la production minimum doit payer. Un fonds d'amortissement garantir le renouvellement des machines et, au cas où le Plan ne le prévoit pas, l'entreprise doit créer son propre Fonds d'investissement, Fonds de réserve et Fonds social.

Le bénéfice net ne commence qu'après avoir alimenté suffisamment ces fonds... après avoir donné à l'Etat ce qu'il demande comme "charges sociales".

MALGRE UNE FORTE PRESSION, IL N'A PAS ETE POSSIBLE A LA CLASSE DIRIGEANTE YOUGOSLAVE D'OBTENIR CES REVENUS SOUS LA DIRECTION PUREMENT BUREAUCRATIQUE DE LA PRODUCTION. C'EST PAR LE TRUCHEMENT DES "CONSEILS OUVRIERS" QUE LA BUREAUCRATIE YOUGOSLAVE COMPTE S'ASSURER ET LES REVENUS DESIRES ET LA COMPLICITÉ DE LA CLASSE OUVRIERE.

"Les usines aux ouvriers" - Voici donc les principes fondamentaux sur lesquels reposent les conseils ouvriers yougoslaves -- nous résumons :

- rentabilité : aucune entreprise économique ne doit plus vivre des subsides d'Etat, mais au contraire doit être capable de couvrir par ses recettes tous les frais de gestion et de verser à l'Etat les sommes prévues par le Plan.
- intéressement : les ouvriers et les employés travaillant dans une entreprise doivent être intéressés à sa réussite, c'est-à-dire que le montant de leurs salaires doit être déterminé par la rentabilité des entreprises.

Comment on a donné "les usines aux ouvriers" - Toutes les entreprises sont la propriété du "Peuple" (lire : de l'Etat). Le "peuple" qui y travaille n'a pas le moindre droit envers l'entreprise, que le gouvernement peut retirer de ses mains n'importe quand, sous n'importe quel prétexte "d'intérêt public". Ainsi, un ouvrier peut être licencié de "son" entreprise --et même l'ensemble du personnel (y compris le conseil ouvrier). Le collectif ouvrier travaillant dans une entreprise est là simple-

ment pour la faire "tourner" sous un certain nombre de conditions "sine qua non" :

- amortissement des machines et du matériel (ou restitution),
- acquisition de nouvelles machines, bâtiments, moyens de production, équipement (investissements),
- la propriété de l'Etat doit donc s'enrichir chaque année,
- acquittement de toutes les charges prescrites par l'Etat.

Ceci prouve que dans le système titiste et sous la couverture des "conseils ouvriers" la PROPRIETE DES MOYENS DE PRODUCTION RESTE SEPARÉE DES PRODUCTEURS et que, pour parler clairement, LES OUVRIERS YOUGOSLAVES RESTENT DES SALARIES. Ils ne peuvent ni disposer des moyens de production, ni de l'ensemble des produits de leur travail, ni orienter la production, ni décider le mode de distribution.

Sans ces quatre facteurs, pour nous, il n'y a pas d'économie socialiste.

Gestion des entreprises - Le système yougoslave se différencie du capitalisme d'Etat classique du type soviétique par la "co-gestion ouvrière".

Une entreprise économique est, en principe, dirigée par les "collectifs ouvriers", c'est-à-dire par l'ensemble du personnel qui y est employé. Toutes ces personnes ont les mêmes droits dans l'accomplissement de leurs tâches de membres du collectif, quel que soit le travail qu'elles effectuent dans l'entreprise et sans aucun égard au taux de leur salaire. Oui, toutes --ce qui est très démocratique-- SAUF LE DIRECTEUR. Car c'est lui, le Directeur, qui décide même de la composition du "collectif ouvrier", dans la mesure où C'EST LUI QUI EMBAUCHE ET LICENCIE LE PERSONNEL. Ainsi, tout le personnel peut être changé au cours de l'année mais, astuce juridique, le collectif ne cesse d'exister et se compose du personnel travaillant à un moment donné. Le point central reste le Directeur. La raison en est simple : c'est lui --et non pas le "collectif ouvrier"-- qui représente le Propriétaire de l'Entreprise : l'Etat. Nous ne pouvons pas mieux qualifier, définir le rôle du Directeur que la Loi-même :

"Le Directeur dirige la production et toutes les affaires de l'Entreprise. Les ouvriers et les employés sont responsables devant le Directeur de l'accomplissement de leur travail. Le Directeur représente l'Entreprise envers l'Etat et envers les autres entreprises". (Loi du 18 juin 1950, article 8).

Le directeur est membre d'office du Comité de Gestion mais, ce qui est pour le moins curieux, la Loi le place au-dessus de ce Comité:

"Si le Directeur trouve qu'une décision du Comité de Gestion ne

correspond pas à la loi, aux prescriptions légales et AUX ORDRES DES AUTORITES D'ETAT COMPETANTES, il est obligé d'en avvertir immédiatement ces autorités et de suspendre l'exécution de la décision du Comité de Gestion en attendant que l'organisme compétent de l'Etat prenne la décision définitive" (art. 40 de la même Loi).

Il faut bien comprendre que LE DIRECTEUR N'EST PAS LE GERANT COMMERCIAL NI LE DIRIGEANT TECHNIQUE DE L'ENTREPRISE, ce qui aurait pu à la rigueur justifier sa puissance. D'après "BORBA" (organe central du P.C.Y., dans son n° du 13/2/52) sur 763 directeurs des entreprises économiques en Yougoslavie, 126 ont une certaine préparation technique, mais 702 sont membres actifs du P.C.Y. Ce qui explique pas mal de choses et ce qui oblige ce journal à les défendre contre les reproches de leur incompétence, de leur inutilité pour l'entreprise :

"Tous ces directeurs ont très bien compris que LEUR DEVOIR ESSENTIEL est d'être fidèles au Parti et que l'autorité de l'Etat les a nommés à ces postes surtout pour récompenser les militants et les combattants qu'ils ont été..."

"BORBA" affirme que "l'autorité du peuple" a justement besoin de tels directeurs, car "ils sont les meilleurs gardiens des biens" dont dispose cette "autorité populaire". Mais, comme un gardien ne suffit pas, on a renforcé la sécurité par la présence de la "Police économique" dans chaque entreprise. C'est cette présence des détachements policiers qui donne aux usines yougoslaves cet aspect de casernes (ou de prisons, ce qui diffère peu). C'est la police qui impose l'application des règlements, la discipline au travail et l'exécution immédiate des ordres du Directeur. Devant la porte d'entrée de chaque usine yougoslave, se trouve un policier. Même les touristes occidentaux de "gôche" ne peuvent pas ne pas le voir. Ce qu'ils ne voient pas c'est un "organe de sûreté intérieure" que les ouvriers yougoslaves appellent, dans leur argot, le "TZYNKAR" (Tzinkar = le Zingueur). Il faut connaître le comportement de l'ouvrier envers "les biens socialistes" et aussi sa mentalité et ses conceptions politiques. Ce genre de surveillance était la tâche des membres du P.C.Y. travaillant dans l'entreprise. Mais ils ne sont pas assez nombreux et ne possèdent que rarement les connaissances techniques suffisantes pour contrôler si l'ouvrier ne "sabote" pas le travail. Pour assurer cette besogne, la direction économique de l'Etat cherche des personnes aptes à ce genre de travail parmi les membres-mêmes du collectif. Il existe des collèges techniques spécialisés où les tzinkars sont formés. Ce ne sont donc pas des misérables petits mouchards que nous connaissons dans les usines de l'Occident, mais une véritable institution, bien organisée, avec une préparation technique --une sorte de sous-officiers

de l'industrie. Outre le privilège d'avoir leur emploi assuré (dans certaines entreprises leur nombre est monté jusqu'à 10 % du personnel!) les "tzinkars" sont portés par priorité sur les listes des candidats pour les Conseils ouvriers...

Voilà dans quelles conditions le Collectif élit chaque année le Conseil ouvrier, composé de 15 à 120 membres (dans les entreprises ayant moins de 30 ouvriers et employés, le collectif entier constitue le Conseil ouvrier). Son rôle ? D'après la Loi, il

- approuve les plans de base et le bilan de clôture de l'entreprise;
- adopte les conclusions relatives à la gestion de l'entreprise et à la réalisation du plan économique;
- énonce le règlement de l'entreprise sous approbation de l'organe d'Etat compétent;
- effectue la répartition de la partie des capitaux accumulés, restant à la disposition de l'entreprise.

L'Ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des Comités d'Entreprise en France, précise ainsi le rôle social et économique du Comité :

"Le Comité d'Entreprise assure ou contrôle la gestion de toutes les œuvres sociales... est obligatoirement consulté sur les questions intéressant l'organisation, la gestion et la marche générale de l'Entreprise... est obligatoirement informé des bénéfices réalisés par l'Entreprise et peut émettre des suggestions sur l'affectation à leur donner..."

Mais nous ne voulons pas faire de comparaisons. Notre but était d'essayer de démonter le mythe des "Conseils ouvriers" yougoslaves, qu'une certaine gauche prend pour le modèle même d'institution révolutionnaire. Nous voulons, à la base des faits évoqués, affirmer que les ouvriers ne peuvent pas contrôler la gestion de l'économie sans disposer des droits essentiels de la liberté de parole, de réunion, de l'organisation ; QUE L'IDEE MEME DES CONSEILS OUVRIERS EST INCOMPATIBLE AVEC L'EXISTENCE DE L'APPAREIL DE L'ETAT ; que --chaque fois que l'on avait essayé de faire coexister les deux (Etat - Conseil ouvrier)-- ce ne fut jamais l'Etat qui "dépérit" mais, au contraire, c'est lui qui absorba les Conseils.

Qu'est-ce qu'il en reste en Yougoslavie ?

Paul ZORKINE.

# DANS NOTRE COURRIER...

Suite à la parution de notre n° 13, le camarade H. Rüdiger, de la S.A.C. (Anarcho-syndicalistes de Suède) nous avait envoyé un mot concernant l'article relatif à la "Beat Generation" (La Révolte de la Jeunesse), dans lequel il disait, à propos du phénomène plus spécifiquement suédois, que "ces phénomènes sont intéressants, mais il est difficile de les interpréter et d'en tirer des conclusions..."

A cela, nous répondions en demandant au camarade de rédiger ce qu'il pensait, lui, de ce problème. En tant qu'anarcho-syndicaliste, et aussi en tant qu'habitant de la Suède (où, rappelons-le, de violentes manifestations de jeunes eurent lieu, ces dernières années, à plusieurs reprises et en plusieurs endroits. A Stockholm notamment.).

Nous recevons, in extremis, une lettre de lui, d'où nous extrayons les passages suivants :

(...) "Il est vrai, il faut étudier le problème de la jeunesse, et nous le faisons d'une façon permanente. Il n'y a aucune théorie officielle ou définitive pour expliquer ces faits et aucun remède absolu et sûr.

Matériellement : les appartements des familles sont trop petits ; les jeunes gagnent bien et ne savent pas quoi

faire de leur argent : éthiquement : c'est une jeunesse sans idées, sans idéal social. Mais, comme il est naturel, elle est pleine de vitalité, comme les jeunes toujours. Ils font leur "révolution sans idées", ils ont un besoin (naturel et justifié) de se séparer des adultes, de trouver un autre "style". A tout prix. Un style sans contenu.

Puis, il y a une autre chose : la fin, l'effondrement de toutes les idéologies. Les jeunes n'aiment plus les "grandes idées" qui ont apporté trop de malheur à l'humanité. C'est aussi vrai. Mais leur rébellion est purement matérialiste, parce que le vide remplace les idéologies.

Je ne veux pas essayer de parler des remèdes. C'est très difficile. Il y a mille remèdes, et c'est toujours individuel. Il faut de la patience et ne pas accuser ou condamner. Le salut peut seul venir de la jeunesse elle-même.

Je pense aussi que l'appel à la lutte sociale, conçue économiquement, a perdu son sens pour cette jeunesse.

Voilà quelques idées. Mais c'est tout à fait personnel et je n'ai aucun programme, ni rien. Il faut être modeste. Je tâche de voir une espèce de libération aussi dans la nouvelle attitude des jeunes --la libération du joug des "grandes idées". Mais c'est une liberté vide de sens. Il faut poser la question de Nietzsche : Il n'est pas intéressant wovon (de quoi) je suis libre, mais wozu, c'est-à-dire ce que je veux faire de ma liberté, son contenu. (...)"

-----

(1)- "Ces faits" : "Je ne pense pas seulement à certaines formes d'agressivité qui se sont produites, mais aussi au nouveau"style de vie" des jeunes, à des provocations innocentes et à l'indifférence politique et sociale, au mépris des idées, etc..."

NOTRE "PUBLICITE"

Nous signalons à l'attention de nos lecteurs, le n° 63-64 de la "revue internationaliste de création poétique" LA TOUR DE FEU, qui vient de sortir.

Ce numéro, massif (231 pages !) est consacré à Antonin ARTAUD, exclusivement. Titre exact du fascicule "Antonin Artaud, ou la santé des poètes". Mentionnons la fraternelle introduction d'André BRELTON, qui prend une singulière résonnance quand on se rappelle les conflits ayant opposé les deux hommes au début du mouvement surréaliste.

o o o

Pour renseignements et abonnements écrire à :  
LA TOUR DE FEU - Pierre Boujut - Jarnac (Char.)